LE VIETNAM NOUVEAU 2 ans aprés la victoire

INTERVIEW DE ROGER PIC

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MERCREDI 27 AVRIL 1977
N° 436 1,50 F

Belgique 15 FB
Commission Paritaire 56 942
**

Lire en page 12, notre enquête

Les travailleurs et les transports en commun :

CE TEMPS QU'ON NOUS VOLE

LA MER DU NORD, PROIE DES COMPAGNIES PÉTROLIÈRES

En quelques années la mer du Nord s'est hérissée de plate-formes de forage. Les compagnies pétrolières se sont précipitées sur les gisements de Mer du Nord sans prendre en compte tous les dangers que cela comportait. L'accident de la plate-forme «Bravo» n'est pas dû au hasard, cette plate-forme était déjà vieille de 5 ans. Étant donné les très dures conditions auxquelles est soumis le matériel en Mer du Nord : tempête, houle permanente, salinité... le vieillissement est très rapide, mais pour les compagnies, il faut rentabiliser quitte à prendre des risques, pour les autres.

(LIRE EN P.6)

PLAN BARRE-BIS

DERISOIRE !

- **JEUNES : AUCUNE PERSPECTIVE D'EMPLOI**
- **VIEUX ET FAMILLES : MÊME PAS LE RATTRAPAGE DE LA HAUSSE**
- **ESSENCE PLUS CHERE : LES PATRONS EMPOCHERONT**

A la fermeté du début du règne de Barre, dirigée exclusivement contre les travailleurs, vient se superposer aujourd'hui une tentative brouillonne et avortée de démagogie mal calculée.

Durafour, quand il était ministre du travail, avait donné son nom à des «contrats emploi-formation» : il n'avait pas pour cela été besoin de faire appel à l'assemblée nationale, et encore moins d'engager la responsabilité du gouvernement sur cette mesure. Au reste, celle-ci n'avait rien changé à la situation de chômage de centaines de milliers de jeunes travailleurs.

SUITE DE NOTRE ARTICLE EN P. 2

RPR : OUI AU PLAN, MAIS IL REFUSE LA CONFIANCE

EBOUEURS PARISIENS

Au 6e jour de grève

CHIRAC ENGAGE L'ÉPREUVE DE FORCE

L'opération «aspirateurs» est en marche : hier matin, des soldats du contingent ont été envoyés au ramassage des poubelles qui s'entassent sur les trottoirs parisiens depuis maintenant six jours. Chirac tient ses promesses contre les 5 500 éboueurs parisiens : à la revendication du doublement de la prime de contrainte matinale que les éboueurs fixent à 158 F, Chirac oppose une maigre gratification de... 12 F. L'envoi du contingent par Chirac pour tenter de briser la grève a eu l'effet inverse de celui escompté par le nouveau maire de Paris : le mouvement des éboueurs s'est raffermi. Ils devaient se retrouver à 15 h à la Bourse du Travail en Assemblée Générale pour décider de la poursuite de la grève.

(VOIR EN P. 2)

Pham Van Dong poursuit ses entretiens à Paris

La rage rentrée de la droite et les impatiences de la gauche

En arrivant à Paris le 1er ministre de la République socialiste du Vietnam a adressé au peuple de France *«les meilleurs sentiments de gratitude»* du peuple vietnamien. Tandis que se poursuivent les entretiens entre le gouvernement français et le premier ministre vietnamien, la droite n'en finit pas de ravaler sa rage. De leur côté les partis de gauche piaffent : ils se jugent plus à même de mener la politique que Giscard essaie de mettre en place.

(LIRE EN P.8)

- Grenoble : des dizaines de milliers de travailleurs manifestent contre l'attentat fasciste p. 3
- Congrès 77 des municipaux CFDT : contre la soumission de la CFDT au PS P. 4
- Luxembourg : fin du marathon agricole P. 4
- La direction de la métallurgie CFDT est pour le redéploiement P. 3

POLITIQUE

Les mesures de Barre

plan barre-bis : dérisoire !

C'est pour un train de mesures qui ne vont guère au-delà des contrats Durafour que le gouvernement vient pourtant de donner un grand spectacle au parlement et dans le pays.

L'essentiel, cette fois, consiste à exonérer des charges sociales les patrons qui créeront des emplois en embauchant des jeunes. Quelques mesures de moindre importance dans ce domaine viennent s'y ajouter. Il faut noter, il est vrai, qu'une petite revalorisation des prestations familiales et du minimum vieillesse sont présentées en même temps.

Comble d'inconsistance : pour se donner l'allure sociale, ce gouvernement n'a trouvé comme idée, pour financer son plan, que d'augmenter une fois de plus le prix de l'essence ! Les dépenses causées par les subventions accordées aux patrons seront en effet à peu près couvertes par cette taxe supplémentaire.

Cela ne fait pas un «plan social». Le RPR lui-même s'en est rendu compte qui, tout en se déclarant prêt à adopter ces mesures, n'a pas manqué d'en proposer quelques autres, se livrant pour l'occasion à la «surenchère démagogique» dénoncée quelques instants auparavant par le premier ministre.

Giscard l'avait pourtant clairement dit : il s'agissait, en mettant en place ce «plan d'action», de gagner les prochaines élections législatives, l'an prochain. Mais, aller chercher des voix du côté des familles et des vieux, comme toutes les majorités en difficulté, faire mine de s'attaquer au problème du chômage sans lui apporter véritablement de solution, qui peut croire aujourd'hui que cela suffira à Giscard et à son équipe à remonter leur handicap ?

Au lendemain de la grande esbrouffe parlementaire, ou en est-on ? Du côté de la «majorité» parlementaire elle-même, rien n'est réglé, bien au contraire : voilà un gouvernement qui présente ce plan comme un débat de politique générale, qui engage dessus sa confiance. Et le RPR, principal parti de sa «majorité», vient lui dire : oui à vos mesures, mais ce n'est pas de la politique générale, et ce n'est pas la confiance que nous vous votons. C'est la débandade qui continue.

Pour les travailleurs, le plan Barre, le seul qui compte en vérité, celui qui a été adopté à l'automne dernier, reste pleinement en vigueur : que ce soit les salaires, l'emploi, les conditions de travail, rien ne permet sérieusement d'espérer une amélioration au cours des prochains mois, si ce n'est par une lutte vigoureuse ne se laissant pas arrêter par les perspectives de victoire de l'opposition aux prochaines législatives.

ON OSE APPELER ÇA DU "SOCIAL"

CONCERNANT L'EMPLOI :

—Augmentation du volume des équipements publics pour 1977 : crédits de paiement supplémentaires, d'un montant de 625 millions de francs, autorisations de programme supplémentaires de un milliard 250 millions de francs, assorties de crédits de paiement, seront ouvertes au 1er juillet prochain. Ces crédits seront notamment affectés à l'équipement, au logement, aux travaux ruraux, à l'aménagement du territoire et à la protection de la nature et de l'environnement.

Il s'agit de débloquer un peu d'argent pour atténuer la crise dans le bâtiment par quelques commandes publiques.

—Tout employeur qui embauchera, au-delà de ses effectifs actuels, des jeunes de moins de 25 ans, jusqu'au 31 décembre 1977, bénéficiera de l'exonération de la part patronale des cotisations de sécurité sociale, et cela jusqu'au 1er juillet 1978. (Pour les jeunes sortis depuis moins d'un an de l'école ou du service militaire).

—Même exonération pour l'embauche des apprentis ; de plus, si un artisan dépasse, en embauchant des apprentis, le niveau de dix salariés, il conservera néanmoins son statut d'artisan. L'Etat recrutera «à titre temporaire» 20 000 personnes, «à temps total ou partiel» dans les PTT, l'Assistance sociale, la jeunesse et les sports, la justice, et les représentations économiques à l'étranger.

Il s'agit essentiellement de payer les patrons pour qu'ils acceptent d'embaucher des jeunes. Quant à l'embauche d'Etat, ce sont uniquement des auxiliaires.

—Le gouvernement demande aux syndicats et au patronat d'étudier comment la pré-retraite pourrait être accordée aux travailleurs de moins de 65 ans, pendant le temps où le chiffre du chômage est élevé.

Les immigrés au chômage recevront une aide individuelle d'environ 10 000 F s'ils veulent rentrer dans leur pays.

Il s'agit de diminuer, dans les deux cas, le nombre de ceux qui figurent sur les statistiques du chômage, sans créer en réalité un seul emploi supplémentaire.

—Par ailleurs, une série de petites mesures sont prises pour maintenir les stages de formation dans les entreprises ou en FPA déjà existants : ces stages seront ouverts aux femmes seules et aux veuves ; les stages payés 410 F par mois pour les jeunes de moins de 18 ans seront également maintenus.

Ces mesures, déjà prises par les gouvernements précédents, et qui sont simplement prolongées, visent simplement à tenir en dehors du marché du travail, l'espace de quelques mois, des jeunes pour qui aucune solution sérieuse ne se présente à la sortie.

LES VIEUX ET LES FAMILLES

Les prestations familiales seront augmentées de 10,2% ; cette augmentation, qui devait avoir lieu à la fin de l'année, est avancée au 1er juillet.

Le minimum vieillesse, qui devait passer à 10 000 F par an (au lieu de 9 000) à la fin de l'année, y passera au 1er juillet ; il passera à 11 000 F à la fin de l'année. Les retraités qui ont cessé leur activité depuis le 1er janvier 73 auront une augmentation de 5%. Pour la première année de départ à la retraite, une exonération fiscale portant sur 5 000 F sera consentie

FINANCEMENT : LE PRIX DE L'ESSENCE

Les mesures proposées par Barre ne recouvrent pas seulement son nouveau «plan» : en effet, celui-ci ne doit coûter à l'État que 3,3 milliards. Mais le déficit prévu était de 10 milliards : c'est pour ces 13 milliards trois cents millions que l'argent sera trouvé comme suit :

—augmentation de l'essence (5 centimes), du super (six centimes), du gas oil (quatre centimes).

—paiement tous les deux mois, et non tous les trois mois, de certaines taxes dûes par les banques et les assurances.

—emprunt de six milliards.

—5,8 milliards proviendront de pures et simples manipulations budgétaires.

Remarquons que, en dehors des dépenses d'investissement, qui se traduiront par une augmentation du patrimoine de l'État, les «cadeaux» sont essentiellement faits aux patrons, pour inciter à embaucher. L'État dépensera pour cela un milliard 745 millions. Il en récupérera un milliard 550par la taxe sur l'essence. En somme, il s'agit de financer des subventions au patronat par une taxe sur l'essence.

LES CAMPAGNES DE MONORY

Au moment où Barre parle de lutte contre le chômage, mobilisant la presse autour de son plan bis, M. Monory, ministre de l'industrie lance une campagne contre les travailleurs immigrés, alors que continue la campagne contre le «travail au noir».

M. Monory accuse les travailleurs immigrés d'être responsable du chômage, repris en cela par *«Le Figaro»* qui les accuse de coûter plus cher aux contribuables que les salariés français !

Ces deux campagnes s'appuent l'une et l'autre sur les vieilles idées réactionnaires éculées ; on fait ressortir le diable de sa boite. D'ailleurs on n'hésite pas, pour la peine, à les lier entre elles : toujours dans *«Le Figaro»* après avoir bien expliqué que le plan Barre-bis a pour but de dégager des emplois pour les jeunes, on montre comment, dans les «ateliers clandestins», travaillent majoritairement des travailleurs immigrés.

Toujours le même scénario : d'un côté on fait grand battage autour des miettes d'un plan soi-disant social, de l'autre on déclenche deux campagnes dirigées contre les travailleurs en les accusant d'être responsable du chômage.

LES DISCOURS A L'ASSEMBLÉE

LABBÉ (RPR)

«Vous n'êtes pas chargés de définir une haute politique, dégagée des contraintes politiciennes, tandis que nous serait réservé une sorte de combat dans la boue. Nous ne pouvons oublier qu'au bout de notre route, l'échéance législative ne marque pas seulement une étape, mais un but».

«La composition de votre gouvernement n'est pas de notre fait». «Nous pourrions observer que le modèle de votre seconde équipe est meilleur que le président —que le précédent. Sans nul doute, nous aurions préféré une formation plus resserrée et, sans paradoxe, plus politique. L'idée de salut public n'était ni excessive, ni inopportune».

«Il faut libérer de certaines contraintes abusives les industriels et les commerçants. (...) La stabilité de l'emploi et de l'ensemble de l'économie française ne saurait être mieux assurée que par l'ensemble des petites et moyennes entreprises. (...) Il faut délivrer l'initiative et la responsabilité qui animent tous les dirigeants d'entreprises dynamiques».

«L'attente la plus importante pour nous et pour la majorité, c'est de restaurer la confiance. Cette tâche, nous n'avons pas le sentiment que votre gouvernement, dans sa forme actuelle, soit capable de l'assumer».

«Pour nous, ce débat n'est pas un débat de politique générale. Vos propositions ne répondent pas aux problèmes politiques de la France, mais elles correspondent à des préoccupations concrètes de nos citoyens. (...) Nous adopterons les mesures que vous avez proposées, sans avoir le sentiment d'accorder à votre gouvernement une confiance qu'un tout autre souffle politique pourrait nous conduire à vous accorder».

MITTERRAND

«J'ai déjà dit que la lutte contre l'inflation s'imposait et s'imposerait à tout responsable des affaires du pays. La question qui nous est posée, et qui justifie ce débat, est de savoir si les équipes dirigeantes actuelles ont choisi les meilleurs moyens de lutte, ce qui mettrait en cause leur capacité technique, ou si, possédant la compétence nécessaire, ils n'ont pu faire autrement que de choisir ces moyens, ce qui mettrait en cause leur capacité politique.

Le président de la république a sans doute pensé que le gouvernement de monsieur Chirac n'avait ni l'une, ni l'autre. Jugera-t-on aussi sévèrement le gouvernement Barre, né à l'automne, mort au printemps ?»

«Personne ne parle d'une relance généralisée et globale. Il est bien normal que la gauche tout entière entend assurer la maîtrise du crédit, en même temps que celle des principaux pôles industriels, car sans elle, il n'est pas possible d'imposer, au nom du gouvernement de la France, la loi nécessaire pour accorder le marché au plan, «l'ardente obligation», pour accorder dans une société d'économie mixte, celle vers laquelle nous allons inparablement, la capacité de produire et de consommer».

Grenoble

DES DIZAINES DE MILLIERS DE TRAVAILLEURS MANIFESTENT CONTRE L'ATTENTAT FASCISTE

Lundi, entre 18 et 20 h, des dizaines de milliers de travailleurs ont participé à la riposte à l'attentat fasciste contre la Bourse du Travail. C'est la plus importante manifestation que l'on ait vue à Grenoble.

Dès 17 h 30, les délégations d'entreprises affluent. Le cortège se structure : en tête, les responsables syndicaux, suivis des élus munis de leur écharpe. Une rumeur circule avec persistance. *«Carrignon et Génin, conseillers généraux RI, seraient en tête du cortège avec les élus»*. Rapidement, cette rumeur se vérifie, les RI par Carrignon et Génin allaient défiler. Les travailleurs n'y croyaient pas : *«Mais, ce n'est pas possible que les responsables syndicaux aient accepté cela»*. Le premier moment de surprise passé, certains voulaient replier leurs banderoles et repartir. *«On ne va pas cautionner ces gens-là qui sont main dans la main avec ceux qui ont fait sauter la Bourse»*. Les responsables syndicaux, et de l'union de la gauche, parfaitement au courant, s'évertuaient à calmer les esprits. *«Ils sont là, en tant que conseillers généraux ; on ne peut pas les empêcher, c'est pas important, laissez tomber»*.

Autre source de contradiction : manifestation silencieuse ou pas ? Si le tract commun affirmait seulement que la manifestation devait se dérouler dans le calme, tout a été fait pour qu'elle soit silencieuse, conformément aux souhaits des responsables de l'union de la gauche, de paraître comme une force «de calme et d'ordre». Le service d'ordre, par exemple, n'était composé que de gens en total accord avec le principe d'une manifestation silencieuse. Les sections qui avaient amené leur mégaphone étaient fermement sommées de les remballer. Etaient présentes les voitures-sonos officielles des organisations syndicales, qui devaient servir uniquement à structurer, organiser le cortège et donner les consignes, des responsables syndicaux. Les travailleurs les plus combatifs étaient bien décidés malgré tout, à crier leur colère.

A peine le cortège s'était-il ébranlé que les premiers slogans fusaient du cortège CGT, repris par la voiture-sono : *«Le fascisme ne passera pas»* ; et *«Union, action, programme commun»*. La réplique ne tardait pas, venant de Caterpillar, Sescosem, Raymond Bouton et des sections du SGEN : *«Le fascisme nous plastique, écrasons le fascisme»*; *«Union, action, contre le fascisme»* ; *«Union, action, révolution»* ; *«Le fascisme ne passera pas, la classe ouvrière est là»* ; ainsi que *«carrignon, Génin, complices ; hors de la manif»*, étaient largement repris. Les mégaphones étaient rassemblés pour soutenir les manifestants. Des milliers de personnes sur les trottoirs soutenaient soit en reprenant les mots d'ordre, soit en applaudissant au passage de la manifestation.

Arrivés devant la mairie, les mots d'ordre fusaient de plus belle. Entrecoupant ou couvrant les discours des dirigeants syndicaux dont le contenu essentiel était de *«renforcer l'unité des forces démocratiques»*.

Cette manifestation a été une forte riposte au fascisme ; elle a aussi permis de préciser des clivages entre les travailleurs et les responsables de l'union de la gauche. La disloquation était aussi l'heure du premier bilan. Comme ce groupe de syndiqués CGT : *«C'était bien, mais on n'aurait pas dû accepter que Carrignon et Génin défilent ; il aurait fallu les vider»*. De leur côté, les cédétistes s'apprêtaient à demander des comptes à leurs responsables. Pourquoi les voitures-sonos de la CFDT étaient-elles restées silencieuses d'un bout à l'autre de la manifestation. Un membre de l'UL-CFDT avait affirmé dès samedi matin : *«La CFDT fera tout pour que la riposte soit la plus unitaire possible»*.

Ce qui s'est passé lundi entre 18 et 20 H montre jusqu'où ce «tout» peut aller.

Grenoble

Le torchon brûle

Rien ne va plus, dans les Hauts de Seine, entre le PCF et le parti socialiste : il n'y aura pas de liste commune de la gauche pour les élections au conseil général. Déjà, les difficultés avaient été particulièrement grandes, dans ce département, au moment de la préparation des élections municipales. Cette fois-ci encore, c'est sur une question de partage des postes que les négociations ont échoué.

Encore ailleurs

«En aucun cas, l'UJP ne cautionnera par sa présence une opération réalisée soit au profit de la majorité giscardienne ou de l'union de la gauche». Cette organisation ne sera donc pas présente à la réunion des gaullistes de gauche favorables au programme commun qui se tiendra à Nice les 15 et 16 mai. Apparamment, ces ex-jeunes gens ont tiré une leçon des dernières élections : être «ailleurs» cela peut être électoralement payant. Il reste à savoir monnayer entre les deux tours : voilà qui est plus difficile.

Maires monolithiques

Paris

A Paris, c'est Chirac qui a fait procéder à l'élection par le conseil de Paris des membres des commissions consultatives d'arrondissement. Selon lui, *«il ne faut pas tout politiser»*. Bonne raison, parait-il, pour écarter totalement la discussion sur ce point avec les membres «de gauche» du conseil : les listes, présentées en bloc, ont été élues en bloc par la majorité bloquée. Depuis la première séance du conseil, tout s'est d'ailleurs passé systématiquement de cette manière. Ce n'est pas tout à fait «l'ouverture» giscardienne. Seule particularité : dans ces commissions, siègera un écologiste par arrondissement. Au train où vont les choses, combien de temps y resteront-ils ?

Marseille

A Marseille, c'est Defferre qui continue à réduire à rien le PCF dans sa municipalité. Il a éliminé totalement ses conseillers des organismes divers où la municipalité est représentée : HLM, etc... Raisons avancée : le PCF a refusé les quelques postes d'adjoints que Defferre lui avait proposés. Motif du refus du PCF : Defferre avait refusé de faire des listes communes pour les élections, réduisant considérablement sa représentation au conseil municipal.

Eclatement

Il n'y a pas si longtemps, le groupe trotskyste «Alliance Marxiste Révolutionnaire» adhérait au PSU, sur des bases «autogestionnaires». Depuis le dernier week-end, la rupture est pratiquement consommée entre cette tendance, regroupée sous le nom de «courant B», et le reste du parti ; une motion de la direction politique nationale indique que *«ces camarades se mettent volontairement en dehors du parti»*. Les 7 et 8 mai, la tendance B tiendra donc une réunion nationale : la création des *«comités communistes pour l'autogestion»* sera probablement confirmée à cette occasion. Un certain nombre de membres de la LCR, en rupture avec leur organisation, pourraient rejoindre cette résurgence de l'AMR.

La direction CFDT de la métallurgie pour le redéploiement

Le *«Quotidien de Paris»* d'hier publiait une longue interview de Jacques Chérèque, secrétaire général de la fédération de la métallurgie CFDT, dont les liens avec le parti socialiste sont assez largement connus.

Parmi d'autres considérations, Chérèque consacre un long développement aux solutions qu'il convient, selon lui, d'apporter à la crise de cette branche industrielle. Pour le dirigeant de la FGM, *«ce n'est pas par hasard si, à côté de la crise de la sidérurgie, on parle de crise de la machine-outil, de crise de l'aéronautique, de crise de la mécanique»* : cela est dû au fait que *«la sidérurgie française a été fondée essentiellement sur la vente en sortie d'usine de demi-produit brut et fort peu sur la transformation de l'acier qui crée la valeur ajoutée»*. Conclusion : *«Il dépend de la France de se faire une place sur le marché. Mais cela suppose une révision complète des choix industriels»* : Chérèque est prêt à laisser *«les produits primaires»* aux *«pays en voie d'industrialisation, qui possèdent des sidérurgies naissantes»*.

En somme, le «redéploiement» permettant aux métropoles impérialistes de se consacrer aux productions «nobles» ne s'est pas suffisamment fait en France. Afin de le réaliser, dit Chérèque, *«l'objectif stratégique, c'est le pouvoir d'orientation industrielle de la sidérurgie»* : le programme commun servira à organiser plus rationnellement l'exploitation du Tiers Monde.

ROUEN : NOTRE CAMARADE JIANNI EST MORT

Notre camarade Jianni est décédé.

Mardi matin, notre camarade Jianni, âgé de 20 ans est décédé des suites d'un accident de voiture. Pour tous les camarades, son décès est une grande perte. Nous perdons aujourd'hui avec douleur un camarade, qui à Rouen, fut l'un des premiers à rejoindre nos rangs.

Il avait connu très tôt l'exploitation capitaliste en tant que jeune immigré. C'est en travaillant dans le bâtiment qu'il s'était pour la première fois heurté aux révisionnistes au sein du syndicat CGT. De là vient la vigueur avec laquelle il combattait le défaitisme, les fausses solutions, au sein de la classe ouvrière.

Dans son travail militant, faisant preuve d'enthousiasme révolutionnaire, très lié aux travailleurs, il est aujourd'hui beaucoup regretté. Les camarades qu'il avait regroupé dans le bureau de presse du Quotidien, des travailleurs de l'IMRO et ses amis, ont appris avec émotion la nouvelle de son décès brutal.

Nous tenons aujourd'hui à lui rendre hommage.

LUTTES OUVRIERES

Fonderie de Fréteval (Loir et Cher)

«LE PEUPLE S'UNIT AUTOUR DES OUVRIERS EN LUTTE»

La grève continue et se renforce. Lundi matin, des véhicules de gendarmerie de Vendôme étaient postés à proximité de l'usine dès cinq heures du matin, l'ouverture des grilles étant prévue pour sept heures. Mais personne ne rentre, et c'est au contraire la quasi-unanimité des travailleurs qui se regroupent pour continuer la grève.

Durant l'AG, est débattue de la poursuite de la lutte, et les propositions des révolutionnaires sur l'organisation d'un comité de soutien sont adoptées : son but ? Unir toutes les couches populaires autour et sous la direction des grévistes. Sont au comité directeur, 7 ouvriers grévistes et un représentant de la population. La classe ouvrière prend véritablement la direction des opérations.

Bien vite, les équipes pour la popularisation de la lutte démarrent : en direction des paysans du canton, afin de recueillir leur soutien en nature et de discuter avec eux, mais aussi auprès du cafetier du bourg qui s'engage à servir gratis le repas de midi aux grévistes qui le désirent, etc.

Le comité de grève a rencontré le PDG, venu d'Orléans, lundi après-midi. Durant l'entrevue qui s'est déroulée dans la cour de l'usine devant tous les grévistes, il essaie de diviser les travailleurs en voulant rejeter les *«personnes extérieures à l'établissement»*... les ouvriers s'y opposent. Le patron recule, entend les revendications de la bouche du délégué syndical, et rétorque : *«Je n'ai rien à vous dire»*.

Sur cette fin de non-recevoir, les travailleurs, aux cris de *«Chenesseau doit payer !»* quittent les lieux et partent en manifestation spontanée dans le village de Fréteval.

Les rues résonnent des mots d'ordre scandés avec enthousiasme : *«13e mois, 40 heures»*, *«Chenesseau de l'argent»*, *«Ouvriers, paysans solidarité»*, *«Unis nous vaincrons !»*. La municipalité est interpellée par la masse des grévistes, ces travailleurs qui depuis près de 20 ans, ont porté le PCF à la mairie, et qui aujourd'hui s'interroge sérieusement sur son attitude.

Depuis mardi, tout le monde prépare les prochaines interventions, comme le gala de soutien qui a été décidé pour vendredi soir, tire les affiches prévues pour cela.

Ici, la classe ouvrière prend ses affaires en main, et c'est bien parti !

Correspondant Fréteval

Congrès 77 des municipaux CFDT

CONTRE LA SOUMISSION DE LA CFDT AU PS

Le Congrès de la Fédération Interco CFDT (employés municipaux, personnels communaux...) s'est achevé à Autrans (Isère) le 23 avril. Un congrès mouvementé qui a posé plus d'un problème embarrassant pour la direction fédérale sortante. Un nombre important de congressistes s'y est en effet prononcé avec netteté contre la soumission de la CFDT, au PS. Certaines motions (comme celle-ci ci-contre, condamnant sans appel les agissements répressifs de certaines municipalités de gauche telles que celle de Defferre envoyant le contingent briser la grève des éboueurs marseillais...) ont recueilli une large majorité de suffrages. On l'a constaté au moment du vote de la résolution générale présentée par la direction sortante : 4 058 pour, 1 759 contre, 1 873 abstentions et 2 879 refus de participer au vote. La direction sortante ne doit qu'à l'absence d'un programme et d'une équipe alternatives sur lesquels auraient pu se rassembler ces oppositions potentielles, d'avoir conservé malgré tout sa place.

Edmond Maire qui était présent au Congrès ne recueillit d'ailleurs que quelques applaudissements peu convaincus lorsqu'il dut répondre à certaines questions sur l'Etat et les relations partis-syndicats. *«Il faut balayer le mythe de la neutralité de l'Etat à droite comme à gauche,* s'exclama-t-il avant d'ajouter : *«il ne faut pas simplement en changer les dirigeants mais le transformer, le décentraliser. Il faut se garder de ne pas voir dans l'Etat un reflet de la lutte de classes»*. Tout cela pour en arriver à dire que *«l'Etat n'est pas seulement l'organisation de la classe dominante, c'est aussi... la république !»* A une question plus précise du syndicat des Bouches-du-Rhône sur l'attitude des municipalités de gauche contre les travailleurs, Maire répondit qu'il n'y avait *«aucun cadeau à faire»* lorsqu'il y avait *«contradiction entre opinions et pratiques»* mais qu'*«il faut être efficace. Nous avons des alliés. Il y a convergence entre les luttes syndicales et de puissants partis socialistes»*.

FÉDÉRATION INTERCO CFDT : MOTION COMMUNAUX ET HLM

Demandent au congrès fédéral de dénoncer avec vigueur les décisions répressives et entraves à l'exercice du droit syndical de certaines municipalités de gauche à direction PS-PC et radicaux de gauche, à l'égard de délégués ou responsables syndicaux, notamment CFDT, de provoquer une intervention fédérale et confédérale immédiate auprès des instances nationales de ces partis pour condamner les auteurs et exiger qu'il soit mis fin immédiatement à ce comportement contraire, non seulement aux engagements nationaux et préélectoraux de ces partis (même si implicites) mais également aux fondements de leur idéologie.

Que le congrès invite les membres adhérents de ces formations politiques à porter cette condamnation devant les structures politiques auxquelles ils appartiennent.

Syndicats de Bouches-du-Rhône, Haute-Garonne, Essonne, Seine Saint Denis, Val de Marne, Gers Aude préf. comm., Seine Maritime, Hérault, Marseille, Le Havre, Préfecture Aude, Bagneux, Suresnes

Luxembourg

FIN DU MARATHON AGRICOLE

Les ministres de l'agriculture des neuf ont prolongé leur séance jusqu'à une heure du matin mardi 26 avril, pour réussir à se mettre d'accord sur la fixation des prix d'intervention pour la campagne 77

Le Royaume-Uni faisait obstacles lors des précédentes négociations à tout relèvement des prix européens, car la répercussion en Grande-Bretagne d'une hausse de 3,5 % (moyenne pour les neuf pays européens) atteignait 15 % dans ce pays à la monnaie affaiblie.

La hausse de 3,5 % se traduit par une variation des prix d'intervention différents suivant les pays.

Outre le Royaume-Uni, la hausse est plus forte dans les pays à monnaie faible, 11 % en Italie, 6,5 % en France.

Cette hausse est influencée par une variation du taux des montants compensatoires : 2,65% pour la France. Pour les pays bénéficiant d'un fort taux de change, la hausse est inférieure à la moyenne européenne, environ 1 % pour l'Allemagne.

Grâce à une subvention du Marché Commun, les consommateurs du Royaume-Uni enregistreront une baisse de 1,5 % du prix du beurre, c'est là l'ultime concession des neuf à ce pays rongé par la crise. Cette mesure est transitoire, elle ne devrait pas être reconduite en 78. Ainsi s'achève la période probatoire pendant laquelle la Grande-Bretagne bénéficiait de dispositions spéciales lui permettant de recevoir des subventions du Marché commun.

En suivant l'avis des technocrates de la commission agricole européenne dirigée par Finn Olaf Gundelach les ministres ne satisferont pas les revendications des paysans. En France la baisse du pouvoir d'achat des agriculteurs a continué en 76 (1,1 %). L'annonce faite à Luxembourg ne permettra pas aux paysans de sortir de la crise qui les conduit à la ruine et à l'exode.

Bernard PELO

Après l'évacuation policière de Massey-Ferguson (Beauvais) Amplifier la riposte populaire

Lundi matin 5 H, 150 CRS ont pris position autour de l'usine Massey-Ferguson, occupée depuis 15 jours, (depuis le 14 avril), et ont fait sortir de l'usine le piquet de nuit, (une trentaine de travailleurs). A la suite de quoi, le patron, en position de force, acceptait d'ouvrir des négociations. Pour protester contre ces interventions, les travailleurs des autres usines de Beauvais ont débrayé le matin même et un cortège s'est rendu à la Préfecture ; l'après-midi, à l'appel des organisations syndicales, une nouvelle manifestation de protestation regroupant 600 personnes a eu lieu. A l'origine de la grève de Massey-Ferguson, il y avait la lutte de 80 caristes. Le patron a répondu aux revendications en lock-outant l'usine. En riposte, à l'appel de la CGT et de la CFTC, les travailleurs occupaient leur usine. Une ordonnance prise au tribunal des référés, avait ordonné mercredi dernier, l'évacuation de l'usine. La camionnette des grévistes, parcourt régulièrement les rues de Beauvais, pour informer du développement de la situation. Mais pour un certain nombre de réformistes, ou de membres de la cellule PCF-Massey Ferguson, il fallait que la lutte reste juste l'affaire du travailleur de l'usine, en fait leur affaire. Il fallait faire avant tout confiance aux manœuvres de la mairie de gauche, récemment élue. Aujourd'hui, pour contrer l'intervention policière, il faut briser cet isolement et développer le mouvement de protestation qui s'est affirmé lundi matin, chez les travailleurs de Beauvais.

Correspondant Beauvais

4000 EBOUEURS FACE A CHIRAC

LA GREVE RECONDUITE S'ETEND

Environ 5 000, les éboueurs parisiens sont pour 75% des travailleurs immigrés, pour beaucoup de nationalité malienne ou sénégalaise ou encore algérienne ou tunisienne ; certains sont naturalisés Français. Leurs salaires ? 2 000 F au premier échelon à l'embauche et 2 500F...25 ans après ! C'est entre autre pour cette question des salaires que les éboueurs parisiens ont reconduit la grève hier.

Le travail proprement dit commence à 6 heures (Pendant trois jours il finit à 2h15, les trois jours suivants à 17h, les deux autres jours étant *«repos»*. En fait quand il arrive dans son dépôt ou dans son *«atelier»* les chiffres de ceux-ci varient suivant l'importance de l'arrondissement), un éboueur est déjà levé depuis 4h30 du matin quand ce n'est pas 4h : certains en effet habitent en banlieue et tous doivent se débrouiller pour avoir un véhicule personnel dont le coût ne leur est évidemment pas payé. Chaque arrondissement comprend un certain nombre de dépôts ou «ateliers» (102 «ateliers» à Paris) où sont affectés plusieurs voitures. Ainsi, dans le 20e arrondissement, existent six «ateliers» qui comportent six voitures chacun. Chaque voiture comprend un chauffeur et trois autres ouvriers chargés de vider les poubelles. À trois, de 6h à 9h environ, au pas de course, ils vont devoir charger, donc porter à bout de bras six à sept tonnes d'ordures : *«certaines poubelles, surtout celles des restaurants font jusqu'à 85 kilos : on est obligé de les porter à deux ; les tours de reins sont fréquents !»*. Et il faut travailler vite ! *«Au bout de dix secondes d'arrêt, tu as déjà, et tout le temps, plusieurs voitures qui se retrouvent derrière toi, pressées de repartir, ça se comprend !»*. Aller vite n'est pourtant pas facile : *«La plupart du temps, les voitures stationnées le long des trottoirs sont collées contre le trottoir ce qui fait qu'on ne peut ramasser les ordures qui se retrouvent en dessous ! Comment veux-tu que les rues soient propres ! Et puis il y a le problème des marchés qui sont installés avant qu'on arrive, là aussi ça gêne beaucoup»*. Les cadences de travail sont la source de nombreux accidents.

LA «QUEUE DE MORUE»

«Chaque voiture est équipée d'une «queue de morue» : c'est le tpuleau qui tourne et qui éjecte les produits à l'intérieur. Si tu t'y prends mal avec ce truc qui tourne sans arrêt, les produits sont rééjectés au dehors ; tu prends des éclats de verre dans le visage à tout moment ; parfois ce sont des tubes de télévision qui explosent». Il y a aussi les risques de brûlures : *«Dans le 16e arrondissement, ils se chauffent au charbon et tu trouves des cendres toutes chaudes, du mâchefer ; parfois c'est la suie que tu prends dans les yeux»*.

À tout cela s'ajoutent les produits toxiques que les éboueurs respirent sans arrêt : *«On n'a pas le temps de retenir la respiration ! Alors tu bouffes de la peinture, des déchets provenant des fours industriels»*. Il y a aussi les rats vivants qui mordent en sortant des poubelles *«Avec ce qu'on touche, l'infection est vite là !»*.

«On nettoie aussi les trottoirs, les marchés, l'après-midi. Deux fois par an, on nettoie les plaques, les arbres à l'automne et au printemps».

«En plus, ajoute un autre, on doit enlever les objets encombrants jetés par les habitants. Et bénévolement». Là encore, les éboueurs ne devraient pas faire ce travail. Mais il s'agit depuis plusieurs années de rentabiliser. La mairie de Paris, avec Chirac à sa tête, entend continuer cette politique en refusant de satisfaire les revendications portant principalement sur les salaires et l'augmentation des effectifs. *«Chirac nous dit qu'il veut bien satisfaire nos revendications mais qu'il est coincé par le plan Barre : quand il était 1er ministre, il connaissait déjà nos problèmes et il n'a rien fait. Tiberi, c'est du même tabac. Il était déjà secrétaire d'État avec Stoleru»*.

Hier, la grève a été reconduite. Mieux, elle a dépassé pour la première fois le cap des 80%.

Kœnigsmacker Les «Soloci» décident de passer à l'action

Après le retrait de commandes importantes, alors qu'officiellement aucune discussion n'a été commencée pour une reprise totale de l'activité avec tous les travailleurs, l'ASSEDIC vient d'annoncer qu'elle refusait, contrairement à ce qui avait été prévu par l'accord, le paiement des premier quinze jours après la liquidation. *«Alors que nous sommes en lutte depuis le 11 mars, leur tactique est claire : ils tentent de nous décourager»*. Le comité d'action CFDT a décidé de passer à l'action. Ainsi aujourd'hui, il soutiendra les travailleurs de la S.A. Evangelisti et Serico contre la liquidation de leurs entreprises.

Aujourd'hui, si aucun accord n'est conclu avec la direction, les travailleurs de Fillod-Florange, devraient passer en référés, à Thionville, pour se voir signifier une prononciation d'expulsion, les «Soloci», là encore iront les soutenir. A Kœnigsmacker, comme le soulignait hier le délégué syndical CFDT-Soloci, dans le Quotidien du Peuple, *«on sent l'importance de la coordination des luttes et ce ne sont pas que des paroles... D'autre part, pour la semaine, d'autres initiatives de popularisation sont prévues»*.

Corr. Thionville

Pfizer (antibiotiques) à Massy : oui à la baisse des cadences !

Environ 80% des 230 travailleurs de l'entreprise Pfizer (fabrication d'antibiotiques), à Massy, dans la région parisienne, sont actuellement en lutte. La raison de celle-ci est essentiellement l'accélération des cadences qui a eu lieu ces derniers temps, pour ces ouvriers travaillant en 3×8 et 4×8.

NOTRE NUMÉRO : 636.73.76.

Les ouvriers de Dassault dans les rues de Neuilly

Plusieurs milliers de travailleurs de la société des Avions Dassault ont manifesté hier dans le 16e arrondissement et les quartiers chics de l'Ouest parisien. La manifestation qui regroupait des délégations de treize usines du groupe s'est ensuite dirigée sur les Champs-Élysées devant le luxueux immeuble de *«Jours de France»* (autre propriété de l'avionneur milliardaire) pour exiger la revalorisation de leurs salaires et la garantie de l'emploi.

Saviem : cinq journées chômées pour le mois de mai

Près des deux tiers des 7 000 ouvriers de la Saviem à Blainville (Calvados) ont appris de la bouche de leur patron il y a quelques jours le programme de la direction concernant leur mise au chômage partiel déjà annoncée au mois de février.

Ce sont les 16, 17, 18, 23 et 31 mai que ces 4 800 travailleurs seront condamnés au repos forcé avec les pertes de salaires en conséquence.

L'argumentation des patrons de Saviem-Renault est, mot pour mot, la même que celle distillée depuis des mois par leur associé Berliet : la baisse des carnets de commande due notamment à la chute des exportations. La concurrence est toujours plus acharnée avec les impérialisme européens producteurs de poids lourds et l'impérialisme français apparait mal en point pour y faire face. Les travailleurs, eux, n'en ont que faire ; ce qu'il faut arracher, c'est la garantie de l'emploi pour tous sans pertes de salaire.

Clermont-Ferrand : les flics contre les grévistes de Gerzat

Au momemt même où les flics évacuaient les travailleurs de Massey-Ferguson à Beauvais, les gardes-mobiles effectuaient la même besogne à Clermont-Ferrand en vidant de l'usine qu'ils occupaient les 340 ouvriers grévistes de la SMG (Société Métallurgique de Gerzat). A peine une semaine auparavant, le lundi 18 avril, les travailleurs de la SMG, n'en pouvant plus de salaires de misère de 1 600 F en moyenne, avaient décidé la grève avec occupation. Aux yeux de ce patron qui est aussi fournisseur de l'armée, les travailleurs avaient le front de réclamer 200 F d'augmentation uniforme pour tous.

C'est pour toutes ces mauvaises raisons et surtout pour empêcher que ne se déroule la journée «portes ouvertes» prévue pour dimanche dernier par les grévistes qu'il a appelé les flics à la rescousse le jour même à 7 h du matin. C'est une nouvelle attaque brutale contre les droits des travailleurs à la lutte qui suscite une vive indignation chez les travailleurs clermontois solidaires de ceux de SMG.

Chez Burroughs à Villers-Ecalles chômage partiel et crainte de fermeture

Les 480 salariés de Burroughs-France, entreprise située à Villers-Ecalles, et spécialisée dans l'informatique, sont en chômage partiel avec 24 heures hebdomadaires au lieu de 40 heures, et cela jusqu'en juin et avec l'incertitude du maintien des emplois. Pour assurer des profits plus grands, avec une main-d'œuvre docile et sous-payée, Burroughs Corporation a ouvert deux usines : une aux Indes et l'autre au Brésil avec l'objectif d'une suppression progressive des commandes pour l'entreprise de Villers-Ecalles. Avec un chiffre d'affaires en progression de 13,3% pour 1976, Burroughs-France invoque le manque de commandes pour justifier l'autorisation de mise en chômage partiel. Mais les travailleurs ne sont pas dupes, et par leur organisation syndicale CFDT, exigent que très rapidement la lumière soit faite sur toute cette affaire, que le comité d'entreprise puisse avoir accès à toute information nécessaire, et demande le retour aux 40 heures et le maintien des emplois.

Bureau de presse de Rouen

INFORMATIONS GÉNÉRALES

UN MOIS DE PRISON AVEC SURSIS

Délit : propagande politique sur un marché populaire

Un mois de prison avec sursis, 500 F d'amende pour chacun des deux prévenus, deux fois 500 F pour le «pretium doloris», c'est-à-dire le prétendu bobo infligé aux agents de police et 920 F pour les frais médicaux des mêmes, soit un total de 3 000 F de pénalisation, voilà ce qu'il en coûte de dénoncer les accidents du travail sur un marché populaire, à l'aide de panneaux. Deux camarades, qui diffusaient le journal, ont été condamnés à ces peines mardi après-midi par la 10e chambre correctionnelle du tribunal de Paris. Le dimanche 19 décembre, ils avaient protesté quand des flics avaient voulu enlever un panneau dénonçant les accidents du travail. Embarqués, maintenus en détention plus de 30 heures, inculpés d'outrage, rébellion et violences à agent, tel fut le prix de leurs protestations.

Mardi, devant le tribunal, les camarades et leur avocate ont réfuté point par point les assertions des flics qui exhibaient chacun un arrêt de travail, l'un de deux jours, l'autre de trois jours, suite aux «violences» subies et se plaignaient des grossières injures dont ils auraient été couverts. *«Nous ne luttons pas contre le capitalisme et ses policiers par des insultes,* a expliqué à la barre un des deux camarades, *nous allons sur le marché d'Aligre pour dénoncer les crimes et les méfaits du capitalisme, pour expliquer aux travailleurs ce que veulent les révolutionnaires. Le marché d'Aligre est un lieu de rencontre populaire, l'un des derniers de Paris livré aux promoteurs. Les habitants du quartier viennent discuter avec nous, regardent nos panneaux, ils ont signé une pétition pour demander notre relaxe».*

A travers les deux camarades, comme le montrent les poursuites, dont ils ont été l'objet et le quadrillage policier du quartier, ce qui est visé ce sont les droits d'expression des travailleurs sur un lieu où ils peuvent se rencontrer, discuter, débattre et s'organiser contre la liquidation des derniers ilôts populaires de Paris.

Entérinant les demandes du pouvoir et du nouveau maire de Paris, le tribunal a condamné nos camarades.

Mais refusant de se laisser intimider, les révolutionnaires continueront de débattre avec les habitants du quartier d'Aligre et participeront avec eux à la riposte contre les plans de liquidation de leur quartier.

S.L.

MER DU NORD, PROIE DES COMPAGNIES PETROLIERES

La fuite gigantesque de pétrole brut se poursuit au rythme de 4 000 tonnes par jour. Un geyser de 80 mètres de haut de pétrole à 110 ° et de gaz jaillit de la plate-forme de forage *«Bravo»* sur le gisement d'Ekofisk en Mer du Nord. La nappe de mazout continue de s'étendre et commence à dériver tantôt dans un sens, tantôt dans l'autre au gré des vents.

La nappe s'étend maintenant sur plusieurs dizaines de kilomètres. Un océanologue a déclaré que cette marée noire survenait au plus mauvais moment, et au plus mauvais endroit. C'est la période de l'année où le plancton, cet ensemble d'algues microscopiques, base de la nourriture des poissons, se forme. A l'endroit de la fuite, la nappe risque de s'étendre sur une très vaste surface. Le vent était tombé hier sur la mer du Nord et six hommes travaillaient d'arrache-pied sur la plate-forme du «Bravo» pour tenter au moins de diminuer le débit de pétrole. Mais l'activité des spécialistes est précaire en raison des sautes du temps fréquentes. Le transfert du matériel nécessaire aux travaux a commencé. Il n'a pas été possible de poser des barrages autour de la plate-forme.

Mais le temps calme a une contre-partie : les vapeurs de gaz ne sont plus balayées par le vent et les risques d'incendie en sont augmentés d'autant.

Si les spécialistes de l'équipe de Red Adair ne parviennent pas à manœuvrer les vannes ou à colmater le tube, ou s'il y a explosion, il faudra plusieurs semaines, voire plusieurs mois pour arrêter la fuite, et ce sera un véritable désastre pour la mer du Nord et les pays riverains. D'ores et déjà, dans la zone polluée, les poissons, les œufs sont perdus.

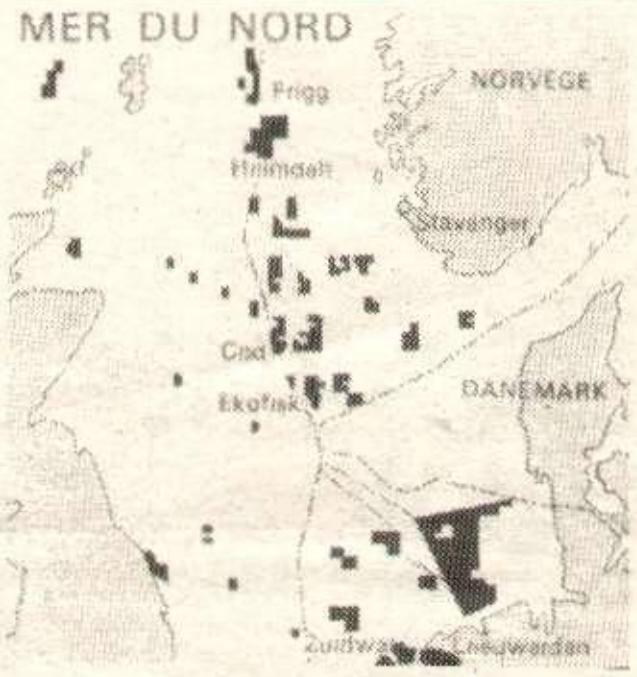
En quelques années, la Mer du Nord s'est hérissée de plate-formes de forage : il y a 600 puits forés. Ekofisk est le gisement le plus important. Plus au nord, on trouve le gisement de Frigg et encore plus au nord, celui de Statfjord; au nord-ouest d'Ekofisk, plus près des côtes anglaises, celui de Forties exploité par l'Angleterre, pour ne citer que les plus importants. Le sous-sol de la Mer du Nord contiendrait de 4 à 5 milliards de tonnes de pétrole. Les compagnies pétrolières se sont ruées sur ce pactole et notamment les compagnies US qui ont cessé par contre d'exploiter les gisements sous-marins au large des côtes US, le gouvernement américain, après l'accident d'une plate-forme pétrolière craignant d'autres catastrophes.

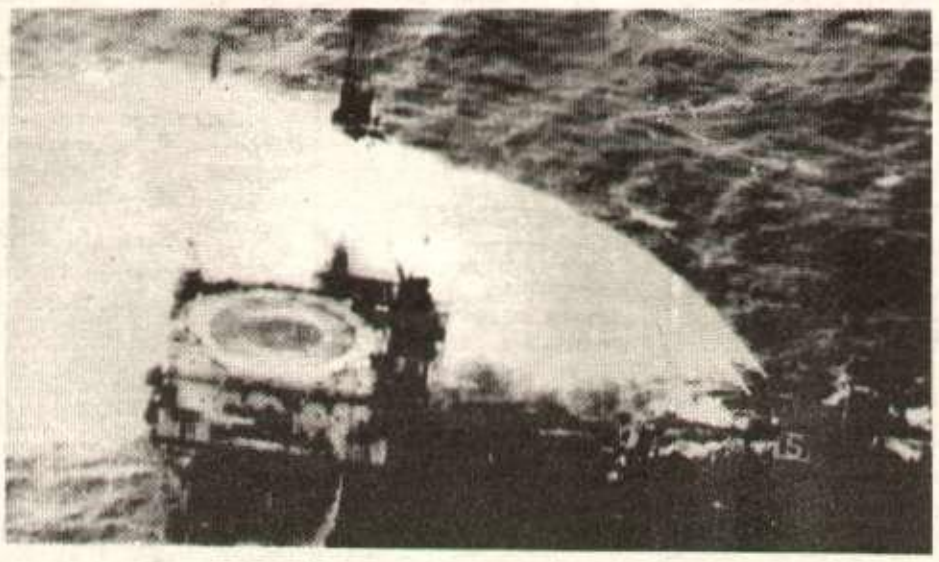
En 1976, le gisement d'Ekofisk, dans la zone norvégienne dont les réserves sont estimées à 200 millions de tonnes de gaz et de pétrole, a produit 15 millions de tonnes. Ce gisement est exploité par un consortium international dont le principal actionnaire est la compagnie US Philips Petroleum avec 37 % du capital. Une filiale de la compagnie belge FINA arrive ensuite avec 30 % du capital. On trouve ensuite des compagnies norvégiennes, italiennes, françaises : Elf-Aquitaine, 8 % du capital, et CFP, 4 % du capital.

Grâce au pétrole de la Mer du Nord, l'Angleterre espère se suffire à elle-même du point de vue énergétique dans les prochaines années. Tous les pays européens, malgré le coût plus élevé du pétrole de la Mer du Nord, en raison des difficultés d'exploitation ont précipité la production industrielle pour faire pression sur les pays du Tiers-Monde producteurs de pétrole.

En France, des recherches sont effectuées en Mer d'Iroise, au large des côtes bretonnes, sans résultat pour l'instant. D'autres forages vont être entrepris incessamment aux larges des côtes corses et dans le Golfe du Lion en Méditerranée, ainsi que dans le Golfe de Gascogne.

Serge LIVET





Lyon, explosion dans une tour : un mort

A Saint Priest, près de Lyon, une tour de 10 étages de l'ensemble «les Cerisioz» a été secouée par une explosion. Un locataire, M. Pierre Buffat a été tué, deux autres locataires sont blessés. Il pourrait s'agir d'un suicide par le gaz, ayant provoqué une explosion.

Languedoc : interception d'un camion citerne de vin

Un commando d'une vingtaine de viticulteurs a contrôlé des camions-citernes de vin dans l'Hérault, sur la départementale Sète-Balaruc-Le-Vieux. Sept camions ont été interceptés, cinq ont pu continué leur route. Deux camions qui transportaient des vins de coupage contenant des vins italiens ont été vidangés.

PUK en procès : les pollueurs se défilent

Curieuse audience que celle du patron de l'usine PUK de Pierre-Bénite pour pollution du Rhône. Behr, directeur de l'usine a tenté d'éluder les questions précises posées par le président du tribunal sur les responsables du déversement de l'acroléine dans le Rhône. De fil en aiguille, on devait en arriver au PDG du groupe PUK mais, devait dire l'avocat de l'inculpé, le groupe PUK n'existe pas !!! Il n'y aurait donc aucun responsable à la pollution du Rhône en dehors d'un manœuvre. Le président qui ne s'est pas laissé enfermer dans ce raisonnement, a renvoyé l'affaire au 3 octobre. A cette date comparaitra, en compagnie de M. Behr, le directeur du secteur chimique de PUK mais pas le PDG du groupe qui n'a pas d'existence juridique, parait-il.

Mutation d'un officier de CRS

L'officier de CRS, Daniel Rude, suspendu de ses fonctions le 20 avril pour *«comportement incompatible avec les devoirs de sa fonction et de nature à discréditer les CRS et leur hiérarchie»* a été mûté «dans l'intérêt du service», à la police de l'air et des frontières d'Annemasse (Haute-Savoie). Cette mesure a entraîné les protestations de plusieurs syndicats de policiers. Cet officier de CRS était secrétaire général du syndicat des commandants et officiers. Etant officier de CRS, Rude n'était certainement pas du côté des travailleurs. Le fait qu'il ait toujours été bien noté, montre qu'il a bien accompli ses tâches répressives. Mais, avec un zèle insuffisant, et certaines critiques contre des violences jugées excessives, et contre certaines opérations de police à grand déploiement. C'est en raison donc d'un conflit sur la meilleure manière de faire régner l'ordre et de réprimer, que Rude a été suspendu et mûté.

Angers : attentat contre une librairie progressiste

Dans la nuit de samedi à dimanche, un attentat a causé de très graves dommages à la librairie «La tête en bas». Cette librairie, ouverte depuis peu, s'était spécialisée dans la vente de livres progressistes, d'éditions que l'on trouve difficilement dans le commerce. L'explosion de cocktails molotov a réduit à néant cette initiative. Après les attentats de la Bourse du Travail à Grenoble, contre le local des patriotes du Cambodge à Gentilly, ce nouvel acte criminel, montre une nouvelle fois la nature de la bourgeoisie et de ses valets. Les nouvelles agressions viennent après toutes celles perpétrées quotidiennement contre la classe ouvrière dès qu'elle fait entendre sa voix. Nous devons nous élever contre ces nouvelles atteintes à la liberté d'expression, en exigeant que les coupables soient démasqués et sévèrement punis.

Correspondant Angers

INTERNATIONAL

Vers un cartel dominé par les USA ?

L'ARME DE LA FAIM

Les représentants des quatre principaux pays exportateurs de céréales (États Unis, Australie, Argentine et Canada) se sont réunis le 21 avril à Ottawa pour discuter des problèmes posés par le prix mondial du blé. Ces discussions, dont les pays de la CEE ont été exclus constituent un premier pas vers la constitution d'un cartel mondial des vendeurs de blé dominé par les États Unis : en effet les USA et le Canada assurent ensemble 70 % des exportations mondiales de blé.

Ce cartel pourrait s'organiser pour avoir des stocks de céréales régulateurs, pour soutenir les cours qui s'effondrent actuellement à la suite des bonnes récoltes de ces dernières années dans le monde. Du point de vue de l'impérialisme US, c'est une véritable politique d'exportation des céréales, considérée comme une arme, un moyen de contrôle et de domination, qui se met en place. Nixon et Ford ont commencé à lever les mesures qui restreignaient les surfaces cultivées. L'administration de Carter systématise cette politique. Il s'agit de développer l'exportation de céréales en favorisant la création de très grandes entreprises liées aux firmes agro-alimentaires avec une intervention très poussée de l'État. L'objectif fixé pour la période jusqu'en 1980 est d'augmenter de 15 % la production. Alors que les moyens politiques et militaires des USA ne sont plus les mêmes, il s'agit d'utiliser l'arme de la faim contre les pays du Tiers-Monde et de lier dans une certaine mesure l'URSS par des accords d'exportation. C'est ainsi qu'en 1975, des accords à long terme ont été signées avec l'URSS.

L'impérialisme américain se donne tous les moyens pour connaître et contrôler le marché mondial des céréales. Il prévoit les récoltes des autres pays en les espionnant par satellite, il demande des informations sur leurs situation économique aux pays avec lesquels il signe des contrats. Sous prétexte d'aide au Tiers-Monde, il encourage par le biais d'organismes internationaux, le développement d'un élevage dépendant des protéines végétales comme le soja et le maïs qu'il exporte. Les États-Unis veulent créer une dépendance en approvisionnement de céréales au niveau du monde entier, ce qui leur permettrait de pratiquer un chantage permanent.

Ce plan se heurte aux protections douanières de la CEE que les États-Unis tentent de faire supprimer. Ce plan spécule également sur le déficit céréalier des pays du Tiers- Monde (85 millions de tonnes par an en 1985 selon la FAO). Mais un monde grandissant de pays, suivant l'exemple de la Chine socialiste, s'oriente vers un développement agricole qui leur permette de se suffire en céréales : on voit mieux quel est l'enjeu de cette lutte face au projet de chantage à la faim de l'impérialisme US.

Jean Pierre CHAMPAGNY

Photo à l'infrarouge prise au-dessus de la Californie, par satellite où les divers tons sont traduits par des ordinateurs en informations sur la santé et la maturité des récoltes : c'est une pratique qui s'étend à l'échelle planétaire.

Argentine

DES DIRIGEANTS DU PARTI COMMUNISTE (MARXISTE-LÉNINISTE) D'ARGENTINE, ENLEVÉS PAR L'ARMÉE

Le 24 avril dernier, les camarades Roberto Cristina, premier secrétaire du Parti Communiste (marxiste-léniniste) d'Argentine, et Ruben Kritzcausky, second secrétaire, ainsi que le camarade Carlos Altamirano, ont été enlevés par l'armée et sont retenus prisonniers.

Le camarade Roberto Cristina est un dirigeant politique important de l'Argentine et du Parti Communiste (m.l.) d'Argentine. Son dévouement et sa ferveur révolutionnaires l'ont placé à la tête d'importantes luttes ouvrières et populaires en Argentine. Ainsi, il fut au premier rang dans la direction politique du Cordobazo de 1969 (il s'agit d'un mouvement de lutte de la classe ouvrière de la région de Cordoba, qui prit un caractère insurrectionnel), et ses opinions politiques jouèrent un rôle prépondérant dans la construction et le développement du PC(ml)A. En diverses occasions, il représenta le parti à l'étranger, et affirma les points de vue marxistes-léninistes du PC(ml)A.

Le camarade Ruben Kritzcausky fut un important dirigeant étudiant dans les années 60, fut secrétaire-adjoint de la Fédération Universitaire Argentine et fut, aux côtés du camarade Cristina à la tête du Cordobazo. Ces deux camarades sont parmi les fondateurs du PC(ml)A en 1964, s'opposant aux théories révisionnistes du Parti Communiste Argentin.

Ces arrestations sont une preuve de plus de la politique de terreur instaurée par la Junte Militaire dirigée par Videla. Malgré les opinions des révisionnistes argentins, qui affirment la volonté «démocratique», et le désir d'ouverture de Videla, les preuves quotidiennes que constituent tous les jours l'emprisonnement des patriotes, les tortures et les assassinats, montrent clairement que ce régime est disposé à mener jusqu'à ses ultimes conséquences, sa politique fasciste et pro-américaine.

Notre parti a subi de multiples attaques avant et après le coup d'Etat du 24 mars 1976, ce qui démontre sa volonté et sa détermination révolutionnaires. Malgré ces coups, il a continué à développer son travail, accru ses rangs et son influence.

Le PC(ml)A est la première force politique du pays qui ait dénoncé la dictature militaire comme pro-américaine et fasciste, face à ceux qui faisaient preuve d'hésitation à son égard. Ceci lui a valu la répression des réactionnaires, mais lui a permis aussi de diriger d'importantes luttes ouvrières et paysannes dans la période.

Le PC(ml)A lance un appel aux partis frères, à l'opinion publique mondiale, et aux organisations de solidarité pour effectuer une grande campagne qui dénonce ces faits et sauve la vie des camarades, aujourd'hui en danger.

Sahara occidental

UNE CAMPAGNE DE CALOMNIES QUI PREPARE UNE AGRESSION

«On assiste actuellement à une campagne de provocations et de diffamation orchestrée par Hassan II et ses agents... Ainsi, sont répandus des propos mensongers selon lesquels il y a des étrangers vietnamiens ou cubains dans les rangs du front... Cette tentative dirigée contre le Front Polisario pourrait bien être le prélude à une agression militaire de grande envergure visant la liquidation de notre peuple résistant à l'appui de puissances étrangères» ont déclaré jeudi Mustapha Bechir et Sayed, respectivement membres du comité exécutif et membre du bureau politique du Front Polisario au cours d'une conférence de presse. *«On dit toujours que nous sommes soutenus par l'Algérie. Mais nous sommes soutenus par toute l'opinion internationale... L'armement de l'Est comme de l'Ouest se trouve aussi entre les mains des Marocains... Nous récupérons chaque jour des armes belges, des berretas, des armes espagnoles, des Landrover, c'est notre source d'armement... Concernant l'aide, nous recherchons surtout l'aide des peuples du Tiers-Monde et des forces éprises de liberté et de justice.»*

Après avoir souligné les victoires remportées par les combattants sahraouis sur le terrain, les responsables sahraouis ont souligné les effets à l'intérieur des deux pays envahisseurs. *«Des procès de soldats qui ont refusé de se battre se poursuivent actuellement. 200 sont jugés au Maroc, 220 soldats mauritaniens sont incarcérés. Les retombées de cette guerre à l'intérieur pèsent de plus en plus. Elle se fait au détriment du pain quotidien et des services sociaux et des projets économiques envisagés.»*

Enfin, concernant l'intervention des troupes de Hassan II au Zaïre, certaines venant du Sahara, les responsables ont dénoncé *«les allégations qui mettent les interventions du roi dans un cadre fictif pour tromper l'opinion internationale. Celles-ci visent à faire passer Hassan pour leur leader et le défenseur de l'Afrique, et une tentative de faire miroiter la bravoure de ses troupes loin du Sahara...*

Les dernières aventures dans lesquelles il est engagé au Bénin et dans le sud du continent en font un instrument de déstabilisation et de division au sein de l'Afrique pour détourner Africains et Arabes de leurs véritables objectifs.»

ZAÏRE

Après la chute de Mutshasha les forces marocaines avancent en direction de la frontière angolaise. Les forces marocaines et zaïroises poursuivent leur avance en direction de Kasaji qu'elles veulent prendre dans les plus brefs délais. La route que les forces des gendarmes katangais devaient emprunter pour pénétrer au Shaba est maintenant empruntée en sens inverse par le corps expéditionnaire marocain, qui vise la ville de Dilolo, poste de frontière entre l'Angola et le Zaïre.

ALLEMAGNE

La visite de Callaghan, le premier ministre anglais, qui se déroule actuellement a pour centre la question des frais d'entretien des 50 000 soldats anglais stationnés en Allemagne que l'Angleterre veut voir assurés en partie par celle-là. Par ailleurs des discussions ont lieu sur le prochain sommet de Londres.

U.S.A.

La visite de Hussein a été l'occasion pour Carter de rappeler que les USA «ont un très bon groupe de chefs modérés». De son côté Hussein affirmait que «ce serait une erreur d'être trop optimiste et d'espérer un accord rapide».

ISRAËL

Le scandale Abba Éban prend de l'ampleur. L'ancien ministre des Affaires Étrangères a dû rendre des comptes au contrôleur d'Israël à propos des deux comptes en banque ouverts à son nom à New York. Un responsable du Trésor israélien a affirmé que les activités d'Abba Éban étaient en règle puisqu'une dérogation lui avait été attribuée par le gouvernement pour ouvrir des comptes à l'étranger en 1967. Et pourquoi faire ?

BERLIN OUEST

La question de Berlin-Ouest fera l'objet d'une discussion privée entre les USA, l'Allemagne, l'Angleterre et la France, au cours de la rencontre des pays occidentaux à Londres les 8 et 9 mai.

INTERNATIONAL

Pham Van Dong à Paris

«MEILLEURS SENTIMENTS DE GRATITUDE AU PEUPLE DE FRANCE QUI NOUS A SOUTENU»

Le voyage de Pham Van Dong est entouré des marques les plus hautes de considération pour le premier ministre vietnamien.

Pour fêter les «retrouvailles» franco-vietnamienne, Giscard n'a rien trouvé de mieux que d'imposer à Pham Van Dong la compagnie du para au rencart, Bigeard, qui rêve avec nostalgie du temps où il massacrait la population au Vietnam. L'insulte ne sera finalement que sottise : devant Pham Van Dong, Bigeard c'est le battu de Dien Bien Phu.

Et c'est bien cela qui au premier abord marque la visite de Pham Van Dong, le Vietnam a conquis sa liberté, dans un premier temps en chassant les colonialistes français, ce qui lui permet de dire en posant le pied en France qu'il pense que les entretiens de Paris*«permettront d'étudier toutes les mesures tendant à mettre un point final au réglement des problèmes du passé et donner une impulsion décisive au développement de nos relations de tous ordres.*

Ainsi nous sommes appelés vous et nous à ouvrir un nouveau chapitre dans l'histoire de nos relations fondées sur le respect mutuel et les avantages réciproques».

LE PEUPLE VIETNAMIEN AU PEUPLE FRANÇAIS

Et par dessus le professeur Barre, il s'adressait à tous ceux qui ont fait leur depuis les années les plus sombres la cause du Vietnam. Il a exprimé *«les meilleurs sentiments de gratitude du peuple vietnamien au grand peuple de France, aux différentes formations politiques et professionnelles (...) qui nous ont apporté tout au long de notre résistance un soutien ardent, déterminé, multiforme avec un élan et une constance admirables».*

Barre de son côté a souhaité que se développent *«des relations fécondes et exemplaires».*

«Les retrouvailles» et la haine

RAMASSÉ DANS LA PRESSE

Giscard a imposé, l'expression officielle de «retrouvailles» concernant la visite de Pham Van Dong. L'impérialisme français espère à la fois trouver un marché et une place au Vietnam comme dans toute l'Asie de Sud Est où il tente de se glisser. Les projets vietnamiens attirent, mais la concurrence japonaise et suédoise est particulièremnt forte. *«L'ennui»,* écrit le *«Figaro», «c'est que les Vietnamiens... ne disposent pas à l'heure actuelle des devises nécessaires pour de telles opérations, et Paris, de crédits suffisamment importants à leur octroyer».* Les honneurs rendus au premier ministre vietnamien sont ils destinés à compenser cette carence matérielle pour seconder les ambitions françaises ?

En tout cas cela permet de juger de la sincérité des joyeuses lignes écrites sur les «retrouvailles» franco-vietnamiennes. Alors que selon les souhaits de Giscard *«Le Figaro»* titre sur celles-ci, il produit à l'intérieur, des pages entières contre le Vietnam. Le jour de l'arrivée de Pham Van Dong c'était les attaques hystériques à propos de prétendus Goulags, dont les dénonciateurs sont les organisateurs même des fameux bagnes et des cages à tigre pendant l'agression US. Dans le journal du lendemain c'est la libération de Saïgon vue par Pouget le spécialiste du Vietnam, qui est évoquée. Ce qui donne *«A ce moment Saïgon se coucha. Elle s'allongea sur le dos et offrit sa gorge au vainqueur comme une chienne soumise».* Ils n'ont pas avalé leur rancœur et leur haine, et ils disent bien haut ce que ceux pour le compte desquels ils écrivent ne peuvent plus dire en face. Si l'on en croit le *«Quotidien de Paris»,* le premier ministre vietnamien aurait glissé à l'oreille de Barre *«j'ai peur d'être venu au mauvais moment ! Vous devez être particulièrement occupé en ce moment».*

QUAND LA GAUCHE CONSEILLE GISCARD

Dans les partis de gauche, c'est un autre son de cloche. J.E. Vidal dans *«l'Humanité»* rappelle quelques articles poussiéreux du programme commun proposant une *«coopération... à long terme un réglement des échanges capables de garantir des prix stables et rémunérateurs aux productions des pays les moins développés».*

Type d'accords déjà recherchés par Giscard, mais le PCF assure que la gauche est mieux placée et plus capable de les développer que les vieilles forces réactionnaires qui ont mené les guerres coloniales et subi les défaites.

Moins rudimentaires Jospin du PS qui se présente comme un candidat, ministre de la coopération s'est offert une tribune libre dans le *«Monde»* dans laquelle il écrit sans sourciller que *«l'entrée des Bodoi à Saigon avait aussi créé les conditions du succès d'un dialogue entre la France et le Vietnam».* Il sous entend par là que la défaite américaine laissait place pour la France mais dans des conditions nouvelles. *«Le gouvernement français, saura-t-il adopter une position dénuée d'arrières pensées».* Concernant les relations franco-vietnamiennes, Jospin y voit *«à terme un marché et, qui sait, une source d'approvisionnement en pétrole. Peut-on espérer que Paris prenant conscience de l'enjeu ne cherche pas... prétextes à retarder la mise en place des premiers éléments d'une collaboration...*

... Pour la gauche française, l'histoire des relations franco-vietnamiennes est arrivée à un point de sa course qui devrait être celui des relations exceptionnelles». Bref, l'union de la gauche piaffe d'impatience de mener la politique qu'elle soupçonne Giscard ne pouvoir mener à terme.

L'HUMANITÉ 5 SEPT. 1974

Saigon prétend interdire des prospections pétrolières françaises

LE VIETNAM NOUVEAU 2 ans aprés la victoire

Interview de Roger PIC - 3 -

Propos recueillis par Jean-Paul GAY

Photos Roger Pic

Roger Pic, reporter, cinéaste, qui a tourné de nombreux films sur la guerre de libération du peuple vietnamien, a effectué en mars de cette année un nouveau séjour au Vietnam, devenu la République socialiste du Vietnam. Il a au cours de ce voyage tourné un film dont des extraits ont été passé récemment à la télévision française. Son dernier séjour au Vietnam remontait à début mai 1976, période de préparation des élections générales, premières élections libres dans tout le Vietnam.

Roger Pic explique ici, pour les lecteurs du Quotidien du Peuple, quels changements il a constatés, du nord au sud, un an aprés ce séjour et deux ans aprés la libération totale du sud, deux ans aprés la défaite historique de l'impérialisme américain.

—Le Nord était engagé depuis de longues années dans la construction du socialisme, alors que le Sud restait néo-colonisé. Comment les autorités révolutionnaires envisagent-elles les modalités de développement économique et social des deux parties du Vietnam, compte-tenu de leurs différences dans l'immédiat ?

— On envisage de toutes façon d'appliquer la politique socialiste aussi bien au sud qu'au nord. Il ne va pas y avoir deux politiques mais on estime qu'il faut agir progressivement, avec beaucoup de souplesse. Au Sud, on ne peut tout modifier d'un coup, par exemple, sur le plan économique, on va faire coexister un certain temps des secteurs différents, on a ainsi défini le secteur d'État, le secteur mixte État - sociétés privées, le secteur purement capitaliste qui n'est pas supprimé tant qu'on considère que certaines entreprises peuvent être utiles au développement économique du pays, dans un deuxième stade, ces entreprises seront nationalisées, et puis il y a le secteur du petit commerce et de l'artisanat.

Pour faire accéder le Sud au socialisme et consolider celui-ci dans tout le pays, il y a, nous l'avons dit, le problème des cadres à résoudre. Ceux-ci n'ont pas toujours encore toute la compétence et toute la formation nécessaires. Pour arriver à être efficaces dans tous les domaines, cela repose en partie sur l'éducation, la formation et on est en train partout de former des cadres à vitesse accélérée, on est en train de préparer toute une nouvelle génération de cadres dont la mise en place permettra des progrès très sensibles.

Et c'est là qu'il y a nécessité de lutter contre une bureaucratie sclérosante. Pham Van Dong a dit que «la bureaucratie est un adversaire encore plus redoutable que l'impérialisme». Les dirigeants impulsent une grande lutte sur ce plan, ils y consacrent d'importantes déclarations et la presse de nombreux articles. On encourage la population à dénoncer les abus de la bureaucratie, et on demande à ceux qui adoptent des attitudes bureaucratiques de se corriger, de faire preuve d'esprit d'initiative.

Des réunions de travailleurs discutent de ces questions, notamment au niveau des coopératives, des entreprises ! Il y a au Sud un système de consultations où chacun peut exprimer son point de vue, ses critiques, et en fin de compte, on tâche de tenir compte des remarques de chacun, pour améliorer le rendement, les problèmes de fonctionnement, la vie collective...

—Comment est organisée la gestion, à tous les niveaux. Y a-t-il une forme unique ?

Il y a au Sud, les comités révolutionnaires qui sont composés essentiellement des militants révolutionnaires. Certains de ceux-ci sont capables d'être de bons gestionnaires, au niveau d'une municipalité, d'un village, d'une coopérative, d'une usine. D'autres, qui sont de bons révolutionnaires, n'ont pas encore les compétences nécessaires pour assurer la gestion d'un secteur, d'une entreprise. Ça pose des problèmes difficile et là, on essaie de renforcer ces cadres révolutionnaires par des cadres techniques compétents. Les comités révolutionnaires sont désignés par l'État et le parti des travailleurs, il est prévu pour l'avenir qu'ils soient élus par les masses de travailleurs, comme cela se fait déjà au Nord, mais pour le Sud, il faut attendre encore que les choses soient mieux réorganisées. A côté de cela, les organisations de masses, si actives pendant la lutte de libération, conservent une grande vitalité.

La mobilisation des masses est une nécessité vitale pour faire face à l'ampleur des problèmes à résoudre.

—Et qui concernent absolument tous les domaines.

— Oui, par exemple, dans l'industrie. Celle-ci a beaucoup souffert de la guerre. J'ai visité la grande cimenterie de Haïphong, qui a été bombardée et rebombardée par les Américains de multiples fois et qui n'est remise en état pour l'instant que pour une partie seulement.

La grande cimenterie de Haïphong remise en route.

Il y a une petite partie des fours qui refonctionnent, il y a une production de ciment qui est déjà assez intéressante mais qui est loin d'atteindre des quotas que connaissait cette usine avant les bombardements, et elle doit dépasser ces quotas, étant donné les possibilités, les ressources et les besoins du pays. Il serait absurde que le Vietnam soit obligé d'importer du ciment alors qu'il est capable d'en produire très largement et même d'en exporter. Mais, pour construire des nouveaux fours, il faut des matériaux, des machines, des techniciens. Dans ce but, on veut réaliser des accords économiques avec d'autres pays.

Ces accords, on est en train de les négocier. Il faut remarquer qu'il y a à Hanoi énormément d'hommes d'affaires des pays occidentaux. Il y a également des accords qui sont établis avec la Chine et l'Union soviétique mais, le Vietnam se tourne beaucoup vers les pays occidentaux et actuellement à Hanoï, on rencontre des délégations très importantes de techniciens et d'hommes d'affaires de ces pays en train de négocier des contrats. Il y a notamment des Japonais, des Allemands, des Anglais, des Suédois, des Danois, des Canadiens, des Belges, et bientôt... des Américains.

— Pourquoi cette importance accordée aux relations avec les pays occidentaux ?

— Dans l'esprit des dirigeants, c'est peut-être pour pouvoir assurer l'indépendance et la neutralité. Sur le plan économique industriel, les Vietnamiens veulent poursuivre une politique d'équilibre, et se tourner aussi vers les pays occidentaux, pour affirmer davantage ce qu'ils appellent «une politique de non-alignement et d'indépendance nationale».

—Et pour l'agriculture ?

—Nous avons évoqué la mobilisation entreprise, notamment avec la constitution des nouvelles zones économiques au sud. Il faut bien mesurer la gravité des séquelles de la guerre chimique américaine pour la nature et pour les hommes.

Les beignets de crevettes au restaurant du grand lac à Hanoi

J'ai recontré à Hanoï le professeur Than Ta Tung qui continue à constater une recrudescence des cancers du foie sur des malades qui proviennent des zones justement où il y a eu des épandages chimiques, et il reçoit dans son hôpital à Hanoi des malades très gravement atteints venant des provinces du sud. IL est très compétent et il a fait beaucoup de recherches, dans ce domaine. Il fait des opérations de cancers du foie de plus en plus nombreuses, et il est inquiet parce qu'il se demande combien de temps ça va durer encore. A propos de la gravité des séquelles, il nous a déclaré qu'il était renforcé dans ses convictions par des travaux d'un chercheur américain qui vient de lui écrire après des expérimentations diverses sur les rats, au sujet des suites possibles de la nocivité de la dioxine contenue dans les épandages. Et il nous disait que sans l'affaire de Sévéso, en fin de compte, en Occident, on aurait passé ça aux oubliettes, c'est Sevéso qui a relancé le problème.

Le professeur affirme que le Vietnam souffre toujours et qu'il y aura des séquelles de la guerre chimique, pendant longtemps. Combien de temps encore ? Il n'en sait rien, mais ces séquelles sont graves si l'on veut bien considérer qu'il y a eu 500 kgs de dioxine déversés sur le Vietnam. Ça n'a l'air de rien 500 kgs mais, c'est énorme. Sur Sévéso, il y a eu 2 kgs de dioxine. Or quand on voit les rebondissements de l'affaire de Sévéso et que l'on pense qu'il y a eu 300 fois plus de dioxine épandus sur le Vietnam, on peut mesurer l'importance des dégâts et des suites qu'il y aura encore pendant un certain temps.

Dans les zones contaminées, les spécialistes conseillent aux populations de ne manger que ce qui pousse en surface, de ne pas toucher aux tubercules car les tubercules sont encore très nocifs. Alors, quand on veut retravailler ces zones, les remettre en culture, on ne sait pas très bien encore comment s'y prendre au niveau des labours, au niveau d'une irrigation qui permettrait de laver. La dioxine fait des ravages en profondeur épouvantables, et l'apprenti-sorcier américain a empoisonné la terre du Vietnam pour un bon bout de temps.

—Et les terres qui avaient été stérilisées ?

—On pense qu'après des labours pronfonds après un certain travail avec des cultures différentes on peut arriver à redonner de la vitalité à ces terres. Pour le moment, on essaie surtout de mettre en valeur des zones où il y a un peu moins de problèmes. On étudie, on agit prudemment pour les zones qui ont été plus contaminées.

—L'occupation américaine a marqué d'une empreinte profonde la société vietnamienne ?

—En mai 1976, maitre Nguyen Huu Tho, président du FNL du Sud Vietnam et qui est maintenant vice-président de la République, me déclarait : *«Le régime néo-colonialiste et la politique américaine ont laissé ici des séquelles pernicieuses dans la façon de penser et le mode de vie d'une partie de la jeunesse des villes et chez certains adultes, tels que l'égoïsme, le mépris du travail, le luxe et la débauche. C'est une réalité du Sud Vietnam qui nous préoccupe beaucoup (...). C'est pourquoi dans notre tâche de conduire le Sud dans la voie du socialisme et de rattraper le Nord, nous devons commencer immédiatement la révolution culturelle et idéologique.*

Nous sommes parfaitement conscients que c'est une entreprise de longue haleine».

Campagne de vaccinations

Parmi les problèmes sociaux à résoudre d'urgence, il y avait par exemple la prostitution. Celle-ci est aujourd'hui interdite. Certaines formes de prostitution subsistent que l'on peut apercevoir. Mais, c'est sans commune mesure avec ce qui existait. Et la politique du gouvernement consiste à réinsérer socialement les femmes qui ont été des prostituées, souvent par nécessité vitale. Il y a là un grand problème social. Il faut d'abord les soigner car elles sont toutes atteintes de maladies vénériennes, c'est un problème difficile à régler. Pour la plupart d'entre elles, on a ouvert des centres de réhabilitation sociale où on leur apprend des métiers, où on leur donne aussi un enseignement car beaucoup sont illettrées. Il y a des choses apparemment paradoxales : j'ai visité un de ces centres, il y en a qui parlent l'américain couramment alors qu'elles ne savent ni lire ni écrire leur langue !

On fait de gros efforts aussi vis-à-vis des anciens toxicomanes qui n'ont plus la possibilité de se droguer maintenant, et qu'on essaie de soigner et d'éduquer pour les réinsérer dans une vie sociale normale.

Prostituées, droguées, orphelins, mutilés, anciens soldats de l'armée de Thieu... Tout ça, ce sont des problèmes qui s'ajoutent les uns aux autres et c'est gigantesque.

Certains s'étonnent que 2 ans après il reste encore tellement de choses à faire au Vietnam mais, quand on pense à l'état dans lequel la guerre a conduit ce pays, et toutes les séquelles de la guerre qu'il faut régler maintenant, cela fait beaucoup. Et je trouve qu'en deux ans, on a fait un pas en avant énorme.

Le professeur Than Tha Tung dans son hôpital de Hanoï, où il lutte contre les conséquences de la dioxine.

Presque tous les enfants du Sud Vietnam sont scolarisés, avec une proportion de 95 %. Il y a 2 ans, on était dans le système de Thieu avec l'école uniquement pour ceux qui pouvaient payer, et c'est tout. Sur le plan sanitaire, l'effort est aussi considérable. Campagnes de vaccinations, campagnes d'assainissement, avec des résultats très efficaces. Là aussi, le Vietnam ne refuse pas le soutien extérieur, à condition que son indépendance soit préservée. L'UNICEF a mis en place une bonne collaboration avec le gouvernement vietnamien. En 76, il y a eu l'apport de 15 millions de dollars, et en 77, 20 millions de dollars, sous forme de matériel. Aide en matériel seulement, car l'utilisation du matériel, le personnel, l'encadrement, l'enseignement sont l'affaire exclusive des Vietnamiens. L'UNICEF a apporté par exemple, des voitures qui font des épandages de désinfectants pour les zones polluées, des vaccins, des ambulances, des chambres froides, etc.. mais aucune présence physique.

D'autre part, on met en valeur toutes les traditions populaires, toutes les traditions artistiques mais, c'est encore embryonnaire. Au niveau des spectacles, il y a des groupes artistiques, des ensembles de musique traditionnelle, du Nord. On essaie de créer l'équivalent dans les régions du Sud. Il y avait déjà des ensembles culturels importants au niveau du Front. L'effort est peut être moins perceptible dans le domaine de la création artistique que dans d'autres domaines sans doute cosidérés comme prioritaires. Mais en tout cas, on essaie actuellement de débarrasser avec énergie le Vietnam de toute culture pernicieuse, pornographique ; et ça ne manquait pas dans les villes comme Saïgon.

FIN

Lire : «Le Vietnam d'Ho Chi Minh» par Roger PIC, aux éditions Presses de la cité, un reportage effectué au Vietnam par Roger PIC, en avril-mai 1976.

La Commune au jour le jour

Jeudi 27 avril 1871

Paule SACONNET

RÈGLEMENT

D'ORDRE ET DE TRAVAIL DANS LA MANUFACTURE D'INDIENNES DE Vve SCHLUMBERGER-BOUFF

ARTICLE PREMIER

ART. 2

ART. 3

SAVOIR

ART. 12

ART. 13

ART. 14

ART. 15

ART. 16

ART. 17

ART. 18

ART. 19

ART. 20

LE POULAIN

La Commune détruit, par décret, ce carcan qui pesait si durement sur les épaules des travailleurs, le système des amendes. Tout prétexte était bon pour taxer l'ouvrier, et lourdement :un retard, un déplacement sur son lieu de travail, un manque de respect au contremaître et, au Creusot, chez le «tzar» Schneider, un refus de dénoncer un camarade.

Ainsi comme le précise le réglement ci-dessus d'une usine textile près de Rouen, oser aller dans une cour ou se promener dans les allées coûtait 50 ct et 1 f en cas de récidive. (le salaire journalier étant d'environ 2 f).

Et très souvent la paie dérisoire de l'ouvrier se trouvait durement amputée à la fin de la semaine, par ce système de répression financière des amendes.

Très souvent, la presse versaillaise représentait les femmes sous les traits d'affreuses mégères.

Mais franchissons les lignes versaillaises et jetons un coup d'oeil sur la presse du jour. Édifiante par son chauvinisme et sa bassesse. Ah ! là, rien n'est changé !

Par exemple, cet article de Sarcey : «Des quatre coins de l'univers, tous les bandits en disponibilité, tous les déclassés en rupture de ban, tous les Polonais de table d'hôte, tous les Américains de pacotille, tous les échappés de prison se sont, comme des nuées de corbeaux, abattus sur Paris». Un autre anticommunard viscéral parle de «franc-maçonnerie du crime».

L'autre «grand» thème de cette presse, c'est le déchainement des femmes, leur «frénésie fanatique» et de donner des explications scientifiques :«système nerveux plus développé, cerveau plus faible...»

DANS NOTRE COURRIER

"NOUS VOUS ENVOYONS QUELQUES CRITIQUES"

Trop rares sont les articles qui parlent des faits quotidiens, des familles, des travailleurs, à la base. Exemple : la rubrique «le peuple au quotidien» a disparu. D'autre part, souvent, quand le thème de l'article concerne à un moment, et on se sent ne va pas. Exemple sur la justice : pourquoi décrire l'institution d'abord ? Pourquoi ne pas partir d'un fait concret, d'une affaire arrivée à tel ou tel gars avant de dégager une synthèse. Pourquoi par exemple ne pas partir d'une saisie : déroulement, photos, textes : les faits avant de commenter.

De façon générale d'ailleurs, les faits divers, la vie de tous les jours n'apparait pas assez : il faudrait une *rubrique spéciale régulière*, ce qui permettrait de donner un sens à des petits faits sans les noyer dans tout un baratin. Sur ce point, il y a un recul par rapport à un moment, et on se sent ainsi responsable de ne pas avoir envoyé d'articles, de témoignages (...)

Le caractère spécifique du Quotidien du Peuple n'apparaît pas assez, par le manque d'articles spécifiques et surtout par la démarche des articles qui abordent toute cette vie quotidienne :

1°) Tendance à vouloir les insérer dans des grandes séries où leur importance s'émousse pas mal, noyés dans tout le reste.

2°) D'autant plus que ces reportages, au lieu de partir des faits concrets, partent des grandes analyses : c'est le style qui est à revoir. Le rôle du journaliste devrait être plutôt de faire parler, de solliciter les gens du peuple, de les laisser parler, et *ensuite* de faire le commentaire, la synthèse, l'analyse et non l'inverse La mise en page, les titres, les photos étant particulièrement importants. Exemple, le débat des camarades de Caen, une page : il faut s'accrocher, alors que deux ou trois photos bien commentées changeraient pas mal.

C'est certain que si on laisse parler des gens qui ne sont pas des spécialistes, ce qu'ils diront sera parfois moins clair, moins bien ordonné que ne pourrait le faire un journaliste, surtout s'il y a débat...

· Pour que le QdP nous serve comme arme politique, il y a plusieurs conditions. L'une, que se dégage clairement la ligne politique; cela a été dit, mais il ne suffit pas de l'écrire, il faut qu'elle soit lue et comprise. L'éditorial d'accord mais ce n'est pas la peine de mettre cela avec comme seul gros titre «éditorial» ! L'important surtout, c'est qu'elle se dégage :

1°) Par l'importance donnée à tel ou tel fait

2°) A travers les commentaires des différents articles

3°) Qu'elle soit systématisée dans des articles *synthétiques mais très courts*. Il ne faudrait pas que ligne politique soit assimilée à texte long, difficile et abstrait

4°) A travers des titres et des mots d'ordre.

Mais il ne nous semble pas que cela doive nuire à l'information.

D'autre part, il faut que le journal parle rapidement des faits qui font l'actualité, l'évènement dont tout le monde parle. Il doit répondre du tac au tac, que ce soit à propos du Zaïre, d'une journée d'action, du suicide de chômeurs, la reconnaissance du PCF.

Quand c'est possible, on peut passer le journal à des copains de boulot ou afficher un article sur un panneau.

Enfin et surtout, il faut qu'il soit un journal qu'on lise, qu'on diffuse parce que ça parle, tel article parle des problèmes de tels travailleurs, de telles familles de tel quartier.

Sur tous ces points, il nous semble que nous ayons beaucoup à faire (...)

Des camarades de Besançon

Le Quotidien du Peuple, publication du PCRml
Adresse Postale BP 225 75 924 PARIS CEDEX 19
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte N° 77718 J
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC-Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

NOTRE NUMÉRO :

636.73.76.

FÊTE DE Rebelles

CARTOUCHERIE DE VINCENNES
30 AVRIL - 1er MAI

LISTE DES ORGANISATIONS ET ASSOCIATIONS ANTI-IMPERIALISTES QUI AURONT UN STAND A LA FÊTE DE *REBELLES*

Librairie Arabe ; Librairie Palestine ; stand de la GUPS, avec un représentant de l'OLP ; stand du Comité Irlande (Comité de défense des Murray) ; stand de l'Union des Étudiants Iraniens en France ; comité contre la répression au Maroc ; association Générale des Étudiants Guadeloupéens ; étudiants de la Côte d'Ivoire en France ; union des étudiants éthiopiens en France ; comité d'information Mozambique ; des représentants du journal Askata Suna (journal de l'ETA) ; comité contre la répression en Tunisie ; comité de soutien à la lutte du peuple Bolivien ; des représentants du Parti Communiste Marxiste-léniniste Bolivien ; Pérou Information ; comité de solidarité avec le peuple Argentin ; des représentants du Parti Communiste Marxiste Léniniste d'Argentine, de la Jeunesse Communiste d'Argentine ; Mapu (Chili) ; PCR du Chili ; les amis du peuple Sahraou. ; des représentants du Mouvement des travailleurs socialistes travaillant dans les cercles de la Jeunesse Prolétarienne (Milan, Italie) ; des représentants du Parti Communiste Marxiste Léniniste d'Italie ; organisation révolutionnaire des Travailleurs (ORT), et union des jeunes maoistes (UJM)-Espagne ; jeunesse patriotique des Comores ; Patriotes Libanais ; Étudiants de la Côte des Afars et Somalis ; Équateur ; St Domingue ; Patriotes Thaï (Thaïlande) ; Erythréens en France ; Amitiés Franco-Chinoises ; comité information de Timor, etc...

Contre le capitalisme en crise
Pour un 1er Mai de lutte

PARIS 10 h
PLACE DE LA RÉPUBLIQUE

MANIFESTATION

UNE SEULE SOLUTION :

LA REVOLUTION SOCIALISTE !

A l'appel DU PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE (marxiste-léniniste)
DES COMMUNISTES MARXISTES–LÉNINISTES DE FRANCE DE L'HUMANITÉ ROUGE
DE L'UNION COMMUNISTE DE LA JEUNESSE RÉVOLUTIONNAIRE
DE LA JEUNESSE COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE DE FRANCE

THIONVILLE 9 h 45
PLACE DE LA LIBERTÉ

Le peuple impopulaire

COPYRIGHT LES ÉDITIONS DU SEUIL

ALAIN PRÉVOST

84e épisode

Comme l'émigrant qui part sur un paquebot, elle laissait derrière elle un être aimé, alors qu'au bout du voyage l'attendait un autre continent : l'après-guerre, maintenant à portée de la main. Hélène imaginait des visages nouveaux, des amitiés à venir, un pays plus riche que celui qu'elle abandonnait. Elle balançait entre l'espoir et le désespoir, un désespoir aiguisé par la honte de vouloir malgré tout être encore heureuse, de vouloir malgré tout vivre après la mort de Michel.

Elle envoya Etienne annoncer à sa sœur la mort de leur père.

Etienne partit tout de suite, dans la nuit. Il ne pouvait plus rester à la ferme. Honteux de n'avoir pas pleuré, il enviait à sa mère sa douleur. Il se sentait indigne et préférait être seul.

Lorsqu'il arriva, au matin, il ne trouva que Terro dans la grotte, les filles étaient parties chercher du bois. La tâche lui fut plus facile. Il avait craint, en montant, d'avoir à annoncer la nouvelle à Emeline. « Ce sera mon tour de la regarder », se disait-il, « et elle aura peur de moi, comme j'ai eu peur d'eux, à la ferme ».

Ce fut donc Terro qui annonça à Emeline la mort de son père. Il le fit rapidement, comme un chirurgien pratique une amputation. Elle pleura sur son épaule, en plaignant sa mère qui restait seule, et remerciant le ciel de n'avoir pas tout perdu.

Etienne ne rentra pas directement. Il repartit vers le sud. Il savait qu'un maquisard gisait, tué, sur le chemin d'Arbenouse. Etienne, qui n'avait jamais vu de cadavre, voulait le voir.

Trois corbeaux qui s'envolaient, une douce odeur de viande pourrie, et l'enfant découvrit l'homme au détour d'un chemin. Il tomba à genoux et vomit. Le soldat gisait près de la route, les os du crâne et les arcades sourcilières mis à nu par les corbeaux. La poitrine était gonflée comme un ballon, les ongles luisaient sous le soleil d'août, l'herbe poussait humide et haute autour de la charogne qui l'avait nourrie. La chose semblait avoir fondu dans la clairière.

Etienne noua sa chemise sous son nez et s'approcha : il reconnut le parachutiste américain rencontré avec Terro. Il portait le brassard étoilé et les insignes en « v » sur sa chemise brune de sang. La taille, la forme du visage, pour autant qu'Etienne put en juger, étaient celles de l'étranger. En tout cas, c'était un Américain.

Le garçon se souvint des montagnes, de la neige, du Colorado. Un montagnard, lui aussi, le parachutiste devait être un Catillon de là-bas. Agenouillé, Etienne regarda les orbites creuses, cherchant une limite à leur profondeur apparemment absorbée par le vide, par le noir de la boîte crânienne. Il fut pris de vertige. Enfant, il avait joué seul à un jeu qui consistait à ne penser à rien. Il s'efforçait de chasser toutes les idées qui lui traversaient l'esprit et, si le jeu réussissait, il se sentait pris d'une terreur délicieuse qui l'obligeait à courir pour chasser la peur. Devant le mort, il ressentait cette même impression.

Etienne dénoua sa chemise et la jeta sur le visage du mort. Une nuée d'insectes se leva en tourbillonnant, il les chassa de la main. Ramassant des pierres, il les accumula d'abord autour du cadavre, puis sur lui, jusqu'à le recouvrir. Lorsqu'il eut terminé son travail, il ne restait plus qu'une plaque d'humidité autour d'un tas de cailloux.

Maintenant qu'il avait vu ce cadavre, il semblait à Etienne que son père fût moins mort. Il se souvenait du catéchisme, de l'âme immortelle. Dans le cadavre américain ne subsistait aucune trace de vie, ou d'âme. Etienne imagina donc qu'elle devait flotter, quelque part entre le Vercors et le Colorado, comme celle de son père qui, elle non plus, ne pouvait rester avec son corps.

Le 17 août, les Alliés libérèrent Dreux et Orléans.

Les Allemands partirent. On s'en aperçut à peine. Çà et là, dans les hameaux et dans les villages, ils se regroupèrent par section et par compagnie. Ils partirent sans chanter, pour un combat perdu d'avance. Dans le Midi, à leur tour d'être pilonnés par l'artillerie, écrasés par une aviation supérieure.

Laure, Emeline et Terro rentrèrent à la ferme.

Un soir, Catillon arriva dans une charrette. S'appuyant sur deux cannes, il boitait bas. Il fit avec la Mémé le tour de l'étable et ressortit en haussant les épaules.

— Ça me ferait rien, dit-il, si je savais que ces pauvres bêtes ont servi à quelque chose. Mais comme les Boches les ont toutes laissées crever...

— Pas toutes, coupa la Mémé. Jouclar y a gagné deux vaches pour finir. Il les a récupérées dans les bois.

(à suivre)

SANTÉ

RETARD DE REGLES, DEBUT DE GROSSESSE, QUE FAIRE?

Lorsqu'une femme a un retard de règles, le diagnostic le plus probable est celui de la grossesse. Qu'elle veuille garder ou non son enfant, la certitude du diagnostic est rapidement nécessaire dans les deux cas. Comment savoir qu'on est enceinte ?

Si l'on a des cycles réguliers, de 28 jours par exemple, un retard de règles signifie que l'ovule émis lors de la dernière ovulation a été probablement fécondé. La date de début de grossesse est calculée à partir de la dernière ovulation, c'est-à-dire aux environs du 14e jour suivant les dernières règles.

Des signes supplémentaires renforcent la certitude de l'état de grossesse : une sensation de tension des seins, une augmentation du sommeil, de la salivation et de l'appétit. Le besoin d'uriner est plus important, dû à la pression de l'utérus sur la vessie.

Certaines femmes peuvent aussi éprouver des nausées matinales dans les premières semaines, nausées qui peuvent être dues à un excès d'hormones dans le sang.

Lorsque la plupart de ces signes accompagnent un retard de règle, la grossesse est quasi-certaine. Cependant, un retard de règles peut être indépendant d'une grossesse débutante, notamment dans la période qui suit l'arrêt de la prise de pilule, ou en cas de dérèglement hormonal dû à un kyste ovarien par exemple.

Pour confirmer la grossesse, plusieurs tests sont possibles :

— Les tests de dépistage de la grossesse.

Certains médecins proposent encore un traitement par piqures ou comprimés «qui font revenir les règles». Les comprimés (type duogynon) contiennent des hormones féminines à forte dose et font, comme les piqures de prostigmine, et font brutalement grossir l'utérus qui, dans le cas où la femme n'est pas enceinte, saigne au bout de deux jours lorsqu'on arrête le traitement. En aucun cas, ces traitements ne constituent une méthode abortive puisque, si la femme est enceinte, les règles n'apparaitront pas. Ils contiennent par ailleurs des quantités trop fortes d'hormones et sont à éviter puisqu'il existe des tests plus simples et sans danger.

Les tests à faire soi-même, en achetant chez le pharmacien l'ensemble des réactifs qui permettent de faire l'analyse sur les urines du matin au lever. «L test», «G test» permettent le diagnostic de grossesse dès le 10e jour de retard des règles. Si le test est négatif, il est conseillé de recommencer huit jours plus tard. Bien qu'exceptionnellement, le test peut aussi être faussement positif, notamment dans le cas où la femme prend la pilule. Le test «à faire soi-même» n'est toujours pas remboursé par la sécurité sociale.

Restent les tests pratiqués en laboratoire qui sont, eux remboursés sur prescription médicale. Ils ne nécessitent eux aussi que des urines et sont très fiables.

L'usage d'un test n'est nécessaire que dans les cas où l'on hésite.

— Quelles démarches doit-on entreprendre en début de grossesse ?

• Si la grossesse est indésirable, il faut se rendre au centre de planning familial le plus proche de son domicile pour entreprendre les démarches, pour demander l'interruption. Les hôpitaux et les dispensaires renseignent sur les centres agréés.

Un examen médical est nécessaire attestant de la grossesse et de non-contrindication à l'interruption. Le centre de planning fait ensuite passer la femme devant une assistante sociale, cela doit être vu comme une formalité.

Toutes ces démarches doivent être entreprises au plus tôt, les médecins refusent en général de pratiquer des interruptions après la dixième semaine de retard (on compte alors à partir du premier jour des dernières règles).

Jusqu'à la 12e semaine de retard des règles, l'interruption est possible, mais présente alors plus de risques.

Il faut de plus se renseigner le plus tôt possible, puisque des barrières importantes sont à lever, l'attente, les différents examens qui retardent pour ne pas dépasser cette date de 10 semaines.

Tout est loin d'être résolu pour l'interruption puisque les mineures, les femmes qui n'ont pas la nationalité française ne peuvent toujours pas avorter légalement en France.

• Une grossesse est désirée.

Une visite est nécessaire après deux ou trois semaines de retard de règles : le médecin établit le certificat de déclaration de grossesse qui doit être envoyé à la caisse de sécurité sociale avant le troisième mois pour toucher les indemnités prénatales. Lors de cette visite sont aussi prescrits les examens de début de grossesse.

Nous verrons dans un prochain bloc-notes ces examens en détail ainsi que les précautions à prendre en début de grossesse.

(à suivre)

Docteur QdP

Programme télé

MERCREDI 27 AVRIL

TF1

18 h 00 - A la bonne heure
18 h 35 - Gulp. *Pour les jeunes*
18 h 40 - L'île aux enfants
19 h 00 - Bonsoir chef. *Feuilleton*
19 h 15 - Petrus, pétro, pétrole
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Eh bien... raconte !
20 h 00 - Journal
20 h 30 - L'inspecteur mène l'enquête. *Jeu policier*
22 h 00 - Charles cros ou la vie à côté
22 h 55 - Journal et fin des émissions

A2

18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - La tirelire
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Capitaines et rois (3). *Feuilleton d'aventures*
21 h 30 - Question de temps
23 h 00 - La grande parade du jazz
23 h 30 - Les nouvelles et fin des émissions

FR3

18 h 10 - Amphi-CNAM
18 h 45 - Feu rouge, feu vert
19 h 05 - Une façon de vivre
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre. *Le RPR*
19 h 55 - JOURNAL
20 h 00 - Les jeux de 20 heures
20 h 30 - Loin de la foule déchaînée. *Film anglais*
23 h 30 - JOURNAL et fin des émissions

le quotidien du peuple

ce temps qu'on nous vole

Par Pierre PUJOL et Nathalie DULLIN

La SNCF aux ordres des patrons

QUI A FAIT SUPPRIMER LES BILLETS DE RETARD ?

Depuis le 1er mars 76, la SNCF a supprimé les billets de retard dans les gares parisiennes. Auparavant, le travailleur dont le train de banlieue était en retard pouvait s'adresser à un guichet pour demander un billet de retard, ce qui lui évitait des remontrances et des sanctions (retenues sur salaires...) de la part du patron. La SNCF a tenté d'expliquer cette mesure comme une simplification et décidé d'établir dans chaque gare un numéro de téléphone auquel on peut appeler pour se faire confirmer un retard.

Un certain nombre d'usagers regroupés dans le CEDURF (Comité de défense des Usagers de la route et du Fer) suspectèrent à juste titre une manœuvre des employeurs. Leur président M. Bodin, écrivait alors à la direction de la SNCF et au CNPF *«Des rumeurs circulent selon lesquelles des chefs d'entreprise ont émis le vœux de voir retirer l'attribution des billets de retard»* et il exigeait des précisions. Le 8 mars 76, André Albert Sorel, directeur général adjoint des affaire «sociales» (!) au CNPF lui répond : *«Vous avez indiqué dans votre lettre que d'après certaines rumeurs des chefs d'entreprises ont émis le vœu de voir retirer l'attribution des billets de retard . Je vous confirme que nous n'avons jamais entendu parler de démarches de ce genre et que le CNPF n'a jamais pris une position officielle à ce sujet»...* Le 24 juin 77, la direction commerciale de la SNCF se décide à répondre : *«L'augmentation du nombre de trains et de voyageurs avait rendu impossible leur sélection ; les gares distribuaient des milliers de bulletins à tous les demandeurs, sans aucun rapport avec la réalité, et nous pourrions citer le cas d'employeurs venus faire une enquête car certains de leurs employés justifiaient par ce moyen, des retards fictifs très fréquents. Cette distribution automatique constituait ainsi une solution en dehors de toute réalité, et donnait une image très mauvaise de notre service de banlieue».*

Des employeurs individuels, avec lesquels le CNPF n'a évidemment rien à voir !!!

La valse des menteurs aurait pû durer encore longtemps si une preuve formelle de la collaboration étroite des patrons et de la SNCF n'existait pas : la lettre circulaire adressée (au moment de la mise en place du système) par la SNCF aux patrons. Cette lettre dont nous publions ici le fac similé montre, de manière irréfutable, au profit de qui la SNCF a mis en place ce contrôle policier des «retardataires». Pendant le même temps, la saturation du trafic engendre des retards quotidiens qui, grâce à la suppression des billets de retard, sont désormais supportés par les travailleurs !

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS
54, boulevard Haussmann - 75436 PARIS - Cédex 09

LE DIRECTEUR COMMERCIAL

Paris, le (date de la poste)

Madame, Monsieur,

A partir du lundi 4 octobre 1976, la SNCF mettra en place dans les gares têtes de lignes de Paris un nouveau service qui vous permettra de connaître sur simple appel téléphonique les retards des trains de banlieue supérieurs à 10 minutes.

A la même date, les gares ne délivreront plus de bulletins de retards.

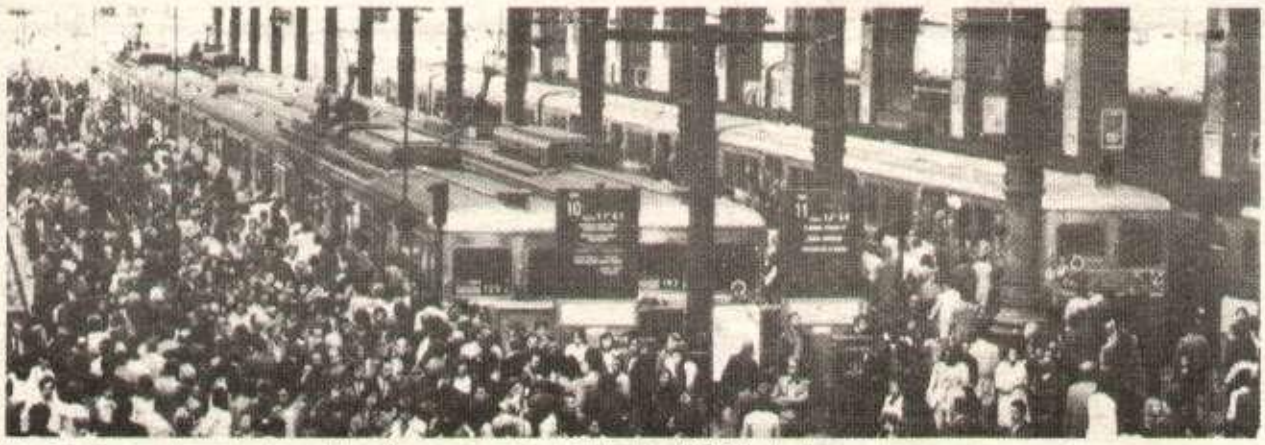
Cette mesure répond à des demandes exprimées par un certain nombre d'employeurs qui souhaitaient s'assurer que le train emprunté par leur personnel était bien celui qui avait un retard effectif à l'arrivée.

Je vous prie de bien vouloir trouver, annexée à la présente lettre, la liste des gares accompagnée, pour chacune d'elles, du numéro d'appel de ce nouveau service.

Je souhaite que cette formule rencontre le meilleur accueil auprès de votre établissement.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de mes sentiments distingués.

G. LACOSTE



La cohue aux heures de pointe dans une gare parisienne. 50 000 banlieusards transitent inutilement chaque jour par Paris.

La petite ceinture

Pour les bestiaux, pas pour les hommes !

Plusieurs fois par semaine, un train s'arrête devant les abattoirs de Vaugirard et y débarque des chevaux. Ce train roule sur une ligne de chemin de fer qui fait le tour des portes de Paris. C'est la «Petite Ceinture». Chaque matin les locataires des HLM des Périchaux sont obligés de faire 1/4 d'heure à pieds pour se rendre au métro le plus proche. La voie ferrée, se trouve sous leur fenêtre. Elle marche pour les bestiaux de l'abattoir, pas pour eux !

Depuis plusieurs années des comités d'usagers mènent l'action pour la réanimation de la ligne.

Mais la SNCF s'y est opposée pour «non-rentabilité».

Construite de 1851 à 1897 la petite ceinture compte plus de 30 stations et transportait vers 1900, 39 millions de voyageurs par an. En 1827, elle n'enregistrait plus que 7 millions de voyageurs par an sous l'effet de la concurrence du métro et des tramways. En 1934, la SNCF fermait la ligne aux voyageurs à l'exception des tronçons Pont Cardinet Auteuil desservant les quartiers chics, la voie a même été amputée par la démolition du viaduc d'Auteuil et du viaduc du boulevard Excelmans.

Une des dernières réunions du conseil de Paris a envisagé sérieusement la réouverture de la petite ceinture. Mais la SNCF exige que les stations soient reliées aux lignes de métro pour que le service soit rentable. Il faudra sûrement attendre quelques années pour que commence sous la pression des travailleurs à être réparé ce qui avait été détruit...

LES «TRANSBORDÉS» DE COULOMMIERS

Être transbordés d'un train dans un autocar pour aller de la gare de Coulommiers à la gare de la Ferté Gaucher, c'est le lot quotidien de nombreux travailleurs qui travaillent à Paris, prennent leur train en Gare de l'Est pour la Ferté Gaucher. La SNCF a tout simplement fermé le soir le tronçon de 18 km Coulommiers-La Ferté sous prétexte qu'il n'était pas «rentable». Les usagers sont donc contraints à une perte de temps supplémentaire, parce qu'ils ne sont pas rentables !

Une dernière précision pour éclairer l'absurde gâchis engendré par la politique de rentabilisation de la SNCF : l'autocar, privé, qui assure le trafic vient de Sezanne. Pour assurer un transport de 18 km, il faut un trajet aller retour vide de 100 km chaque jour !

Ça c'est passé avant hier...

LE MOUCHARD MENTEUR

Le train d'Evreux qui passait à Bueil lundi matin à 7 h 05 est arrivé à Paris à 9 h 35 au lieu de 8 h 12, soit 1 h 28 minutes de retard. Prévenus par un usager de cette ligne, membre du CEDURF, nous avons «testé» le téléphone au service des employeurs, à Paris St Lazare.

«Allo, St Lazare, le service des retards ? Pouvez vous me dire le retard du train qui passait à 7 h 05 ce matin en gare de Bueil ?».

—Les trains en provenance d'Evreux avaient environ une heure de retard ce matin !»

—Mais j'ai un ouvrier qui déclare avoir eu 1 h 23 de retard !

—Alors attendez je vais me renseigner...»

(Une autre personne au bout du fil, d'un grade vraisemblablement plus élevé). *«De quoi s'agit-il ?»* Je repose ma question. On me répond impertubablement : *«Tous les trains en provenance d'Evreux n'avaient pas plus d'une heure de retard ce matin».*

Mettez vous à la place de l'ouvrier dont le patron se voit répondre cela, il risque 1/2 heure à rattraper ou une retenue sur salaire.

Quand la SNCF a supprimé les billets retard, elle donnait comme argument que la multiplication de ces billets ternissait la réputation d'exactitude des chemins de fer français !

Désormais les choses sont simples : la SNCF fabrique elle même sa réputation !

Un conseil pour finir : si votre train a du retard prenez le temps de vérifier (en téléphonant vous mêmes) ce qu'on va dire à votre patron.

SATURATION DU TRAFIC, DÉGRADATION DU SERVICE, LES VRAIES CAUSES DES RETARDS DES TRAINS

Depuis près de trois ans, les retards des trains, deviennent chose courante en région parisienne. Des retards dus à l'insuffisance des équipements, qui tournent autour de 10 minutes souvent et qui obligent les usagers à se lever plus tôt pour ne pas arriver en retard au travail. Sur la ligne Evreux-Paris, en deux trajets, le retard accusé est de l'ordre de 55 minutes à l'arrivée. En trois mois pour un seul train de cette ligne, le retard cumulé a été de 7 h 46 pour 600 personnes !

Au départ de Coulommiers, des retards atteignant près d'une heure et demi sont désormais à signaler. Pour les gens mis en retard par la SNCF, et travaillant en horaires variables, ce retard est souvent impossible à rattraper quand il s'accumule en fin de mois.